

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix Travail Patrie

\*\*\*\*\*

MINISTERE DE L'ECONOMIE DE LA  
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE.

\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

\*\*\*\*\*

MINISTRY OF ECONOMY PLANNING AND  
REGIONAL DEVELOPMENT

\*\*\*\*\*

**MAITRE D'OUVRAGE : MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA  
PLANIFICATION ET DE  
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (MINEPAT)**

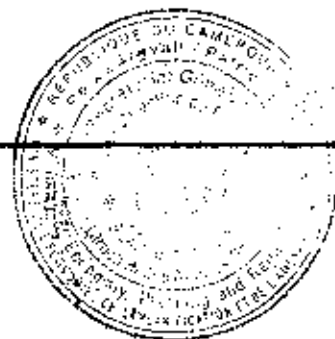
**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS DU  
MINEPAT.**

**APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°041/AONR/MINEPAT/CIPM/2019  
DU 6 JUN 2019 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE  
L'EXTENSION DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU  
MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE**

**FINANCEMENT : BIP/MINEPAT/EXERCICE 2019**

**IMPUTATION : 53 22 301 320040 2022**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES (DAO)**



# Table des matières

Pièce n°1 : Avis d'Appel d'Offres (AAO).....

Pièce n°2 : Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO).....

Pièce n°3 : Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) .....

Pièce n°4 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).....

Pièce n°5 : Termes de Référence (TDR) .....

Pièce n°6 : Proposition technique, tableaux types.....

Pièce n°7 : Proposition financière tableaux types.....

Pièce n°8 : Modèle de marché .....

Pièce n°9 : Modèles des pièces à utiliser par le Soumissionnaire .....

Pièce n°10 :Justificatifs des études préalables.....

Pièce n°11 : Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics .....



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix Travail Patrie  
\*\*\*\*\*

MINISTERE DE L'ECONOMIE DE LA  
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE.  
\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
\*\*\*\*\*

MINISTRY OF ECONOMY PLANNING AND  
REGIONAL DEVELOPMENT  
\*\*\*\*\*

**APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°041/AONR/MINEPAT/CIPM/2019  
DU 6 JUIN 2019 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE  
L'EXTENSION DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU  
MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE**

FINANCEMENT : BIP/MINEPAT/EXERCICE 2019  
IMPUTATION : 53 22 301 320040 2022

**Pièce n°1 : LETTRE  
D'INVITATION A  
SOUMISSIONNER**



MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION  
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE  
\*\*\*\*\*

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND REGIONAL  
DEVELOPMENT  
\*\*\*\*\*

SECRETARIAT GENERAL  
\*\*\*\*\*

SECRETARIAT GENERAL  
\*\*\*\*\*

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES  
\*\*\*\*\*

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS  
\*\*\*\*\*

SOUS-DIRECTION DU BUDGET  
\*\*\*\*\*

SUB DEPARTMENT OF BUDGET  
\*\*\*\*\*

SERVICE DES MARCHES PUBLICS  
\*\*\*\*\*



N°00...../L/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP/TCR

Yaoundé, le ..... 2019

A

Messieurs les Directeurs Généraux des Entreprises

01	PSE CONSULTING	Tel : 671 12 55 23 / 699 95 80 54
02	MEDI SARL	BP: Yaoundé Tél : 695 33 29 26
03	NAT ENGINEERING SOLUTION	BP : 33759 Yaoundé / Tél : 695 33 29 26
04	KIAMA	BP : 15709 Yaoundé / Tél : 697 81 25 15
05	EMERGENCE TECHNOLOGIE	BP : Yaoundé / Tél : 686 25 69 87
06	CPC CONSULTING	BP : Yaoundé / Tél : 675 97 03 35
07	NOUVELLE VISION DU PARTENARIAT	BP : 35012 Yaoundé / Tél : 657 66 39 29

Objet : Invitation à soumissionner à l'Appel d'Offres National Restreint en vue du recrutement d'un cabinet chargé de l'extension du système intégré de gestion du courrier au MINEPAT, en procédure d'urgence.

Messieurs les Directeurs Généraux,

J'ai l'honneur de vous informer que vous avez été pré-qualifié pour le projet cité en référence, et que vous êtes par conséquent admis à soumissionner à l'Appel d'Offres y relatif.

Un jeu complet du Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré à la Direction des Affaires Générales / Service des Marchés Publics du MINEPAT, porte 217, Tél. : 222 22 41 28, moyennant paiement des frais d'acquisition d'une somme non remboursable de vingt-cinq mille (25 000) FCFA payable au Trésor Public.

La soumission doit être accompagnée d'une caution de soumission d'un cinq cent mille (500 000) francs CFA et déposées à l'adresse sus-indiquée au plus tard à 13 heures, heure locale le 10 juillet 2019 à 10 heures.

Vous voudrez bien me communiquer à l'adresse susmentionnée et dans un délai maximum de cinq (05) jours à partir de la réception de la présente lettre d'invitation à soumissionner, votre intention de soumissionner. Faute de quoi votre désistement sera constaté.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Copies :

- MINMAP (Pour information) ;
- ARMP (Pour publication et archivage) ;
- Président CMSPM (Pour information) ;
- Affichage (Pour information) ;
- Service des Marchés (Pour archivage).



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix Travail Patrie

\*\*\*\*\*

MINISTRE DE L'ECONOMIE DE LA  
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE.

\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

\*\*\*\*\*

MINISTRY OF ECONOMY PLANNING AND  
REGIONAL DEVELOPMENT

\*\*\*\*\*

**APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°041/AONR/MINEPAT/CIPM/2019  
DU 6 JUIN 2019 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE  
L'EXTENSION DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU  
MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE**

**FINANCEMENT : BIP/MINEPAT/EXERCICE 2019  
IMPUTATION : 53 22 301 320040 2022**

**Pièce n°2 :  
Avis d'Appel d'Offres (AAO)**





## APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°00.45.../AONR/MINEPAT/CIPM/2019  
DU 06 JUILLET 2019 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE L'EXTENSION  
DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU MINEPAT, EN PROCEDURE  
D'URGENCE.

### 1. Objet

Le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) lance un Appel d'Offres National Restreint, relatif au recrutement d'un consultant pour l'extension du système intégré de gestion du courrier au MINEPAT, en procédure d'urgence.

### 2. Consistance des prestations

Le projet d'extension de l'application de gestion informatique du courrier a pour objectif principal l'augmentation de la célérité dans le traitement et l'amélioration de la qualité du suivi des dossiers.

### I. OBJECTIFS SPECIFIQUES

L'extension fonctionnelle de l'application intégrée de gestion du courrier devra permettre d'intégrer les modules ci-après:

- gestion des langues ;
- gestion des relances ;
- production des statistiques de traitement du courrier;
- consultation Online de l'état de traitement des dossiers ;
- alerte par courriers électronique pour la notification des différents acteurs.

### 3. Allotissement

Les prestations sont regroupées en un lot unique.

### 4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 30 000 000 FCFA (trente millions francs CFA) pour trois (03) mois.

### 5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux Bureaux d'Études et cabinets retenus dans le cadre de L'Avis Général à Manifestation d'Intérêt N°02/AGAMI/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP DU 06 mai 2019 pour les études et audits des

systemes d'information. Il s'agit :

N°	Entreprises	Adresse
01	PSE CONSULTING	Tel : 671 12 55 23 / 699 95 80 54
02	MEDI SARL	BP: Yaoundé Tél : 695 33 29 26
03	NAT ENGINEERING SOLUTION	BP : 33759 Yaoundé / Tél : 695 33 29 26
04	KIAMA	BP : 15709 Yaoundé /Tél : 697 81 25 15
05	EMERGENCE TECHNOLOGIE	BP : Yaoundé / Tél : 686 25 69 87
06	CPC CONSULTING	BP : Yaoundé /Tél : 675 97 03 35
07	NOUVELLE VISION DU PARTENARIAT	BP : 35012 Yaoundé /Tél : 657 66 39 29

## 6. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le BIP DU MINEPAT EXERCICE 2019 IMPUTATION 53 22 301 320040 2022

## 7. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Dès publication du présent Avis, le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 217, à l'immeuble rose du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à Yaoundé, Tél : 222 22 41 28

## 8. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 217, à l'immeuble rose du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à Yaoundé, contre présentation de l'original de la quittance de versement au Trésor Public d'une somme non-remboursable de vingt-cinq mille (25 000) FCFA, représentant les frais d'acquisition du dossier.

Lors du retrait du Dossier, les soumissionnaires devront se faire enregistrer au Service des Marchés Publics du MINEPAT, en indiquant leur adresse complète (boîte postale, N° de téléphone, fax).

## 9. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra être déposée à la porte 217, à l'immeuble rose du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à Yaoundé, au plus tard le ... 06 JUIN 2019 ..... à 13 heures, heure locale, revêtue de la mention suivante :

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 00041/AONR/MINEPAT/CIPM/2019  
DU 06 JUIN 2019 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE L'EXTENSION  
DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU MINEPAT, EN PROCEDURE  
D'URGENCE.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

## 10. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou d'un Établissement financier agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO, d'un montant de : **500 000 (cinq cent mille) francs CFA** valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres. A la place de cette caution de soumission, et conformément à l'arrêté n°093/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et les frais du DAO, les PME à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire une hypothèque légale. Les autres pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

## 11. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le **11.09.2019**, à partir de 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés Publics auprès du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire dans la salle de la Commission, sis au bâtiment Annexe 1, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note supérieure ou égale à 70% des points.

## 12. Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est de **trois (03) mois**.

## 13. Critères d'évaluation

### 13.1 Critères éliminatoires

- Absence de la caution de soumission
- Absence d'une Pièce administrative ou non-conformité au-delà de 48 heures ;
- Fausses déclarations, falsification des pièces ;
- Présence d'informations financières dans l'offre technique ou l'offre administrative ;
- Omission dans le bordereau ou dans le DQE d'un prix unitaire quantifié ;
- Note technique inférieure à **70/100 points**.

### 13.2 Critères essentiels

- Présentation de l'offre
- Références du prestataire (Expérience et Réalisations antérieures)
- Compréhension de la mission
- Moyens humains /qualifications des experts

#### 14. Méthode de sélection du consultant

Le score technique (St) minimum requis est de 0,7 soit 70 points / 100.

La formule utilisée pour établir les scores financiers est la suivante :  $Sf = 100 \times Fm/Fp$   
Sf étant le score financier, Fm la proposition la moins disante et Fp le montant de la proposition considérée.

Les points respectifs attribués aux propositions technique et financière sont : T = 0,8 et F = 0,2.

Le score total est alors de :  $ST = 0.8St + 0.2Sf$

#### 15. Attribution

Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre sera jugée la mieux disante.

#### 16. Durée de validité des offres

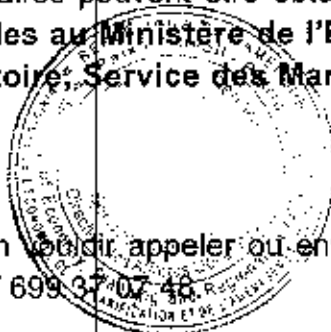
Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

#### 17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, à la Direction des Affaires Générales au Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Service des Marchés Publics, immeuble rose, porte 217, Tél : 222 22 41 28.

#### 18. Dénonciations

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.



**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION  
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

#### Copie :

- Président CMSPM
- Service des Marchés publics ((pour archivage)
- MINMAP
- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication)
- Affichage (pour information)

Alamine Ousmane Gay

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix Travail Patrie  
\*\*\*\*\*

MINISTERE DE L'ECONOMIE DE LA  
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE.  
\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
\*\*\*\*\*

MINISTRY OF ECONOMY PLANNING AND  
REGIONAL DEVELOPMENT  
\*\*\*\*\*

**APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°041/AONR/MINEPAT/CIPM/2019  
DU 6 JUN 2019 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE  
L'EXTENSION DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU  
MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE**

FINANCEMENT : BIP/MINEPAT/EXERCICE 2019  
IMPUTATION : 53 22 301 320040 2022

Pièce n°3 :  
Règlement Général de l'Appel  
d'Offres (RGAO)



# Table des matières

1.	Introduction .....	
2.	Éclaircissements, modifications apportées au DAO et recours .....	
3.	Établissement des propositions .....	
	Proposition technique .....	
	Proposition financière .....	
4.	Soumission, réception et ouverture des propositions .....	
5.	Évaluation des propositions .....	
5.1	Généralités .....	
5.2	Évaluation des Propositions techniques .....	
5.3	Ouverture et évaluation des Propositions financières et recours .....	
6.	Négociations .....	
7.	Attribution du Contrat .....	
8.	Publication des résultats d'attribution et recours .....	
9.	Confidentialité .....	
10.	Signature du marché .....	
11.	Cautionnement définitif .....	



# Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)

## 1. Généralités

1.1. L'Autorité Contractante sélectionne un Prestataire parmi les candidats dont les noms figurent sur la Lettre d'invitation, conformément à la méthode de sélection spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

1.2. Les Candidats sont invités à soumettre un dossier administratif, une proposition technique et une proposition financière pour la prestation des services nécessaires à la mission désignée dans les Termes de Référence. La proposition servira de base aux négociations du contrat et, à terme, au contrat signé avec le Candidat retenu.

1.3. La mission sera accomplie conformément au calendrier indiqué dans les Termes de Référence. Lorsque la mission comporte plusieurs phases, la performance du Prestataire durant une phase donnée devra donner satisfaction au Maître d'Ouvrage avant que la phase suivante ne débute.

1.4. Les Candidats doivent s'informer des conditions locales et en tenir compte dans l'établissement de leur proposition. Pour obtenir des informations de première main sur la mission et les conditions locales, il est recommandé aux Candidats, avant de soumettre une proposition, d'assister à la conférence préparatoire aux propositions, si le RPAO en prévoit une. Mais participer à ce genre de réunion n'est pas obligatoire. Les représentants des Candidats doivent contacter les responsables mentionnés dans le RPAO pour organiser une visite ou obtenir des renseignements complémentaires sur la conférence préparatoire. Les Candidats doivent faire en sorte que ces responsables soient avisés de leur visite en temps voulu pour pouvoir prendre les dispositions appropriées.

1.5. Le Maître d'Ouvrage fournit les informations spécifiées dans les Termes de Référence, aide le Prestataire à obtenir les licences et permis nécessaires à la prestation des services, et fournit les données et rapports afférents aux projets pertinents.

1.6. Veuillez noter que :

i. Les coûts de l'établissement de la proposition et de la négociation du contrat, y compris de la visite au maître d'ouvrage, ne sont pas considérés comme des coûts directs de la mission et ne sont donc pas remboursables ; et que

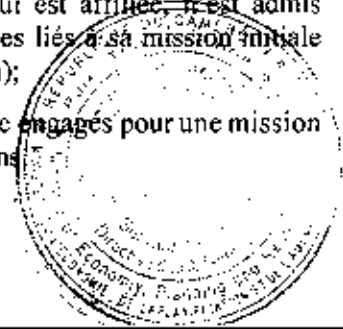
ii. L'Autorité Contractante n'est nullement tenue d'accepter l'une quelconque des propositions qui auront été soumises.

1.7. Les Prestataires fournissent des conseils professionnels objectifs et impartiaux. En toutes circonstances ils défendent avant tout les intérêts du Maître d'Ouvrage, sans faire entrer en ligne de compte l'éventualité d'une mission ultérieure, et qu'ils évitent scrupuleusement toute possibilité de conflit avec d'autres activités ou avec les intérêts de leur société. Les prestataires ne doivent pas être engagés pour des missions qui seraient incompatibles avec leurs obligations présentes ou passées envers d'autres Maîtres d'Ouvrages, ou qui risqueraient de les mettre dans l'impossibilité d'exécuter leur tâche au mieux des intérêts du Maître d'Ouvrage.

1.7.1. Sans préjudice du caractère général de cette règle, les Prestataires ne sont pas engagés dans les circonstances stipulées ci-après :

a. Aucune entreprise engagée par l'Autorité contractante pour fournir des biens ou réaliser des prestations pour un projet, ni aucune entreprise qui lui est affiliée, n'est admise à fournir des services de conseil pour le même projet. De la même manière, aucun bureau d'études engagé pour fournir des services de conseil en vue de la préparation ou de l'exécution d'un projet, ni aucune entreprise qui lui est affiliée, n'est admis ultérieurement à fournir des biens, réaliser des prestations, ou assurer des services liés à sa mission initiale pour le même projet (à moins qu'il ne s'agisse d'une continuation de cette mission);

b. Ni les prestataires ni aucune des entreprises qui leur sont affiliées ne peuvent être engagés pour une mission qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec une autre de leurs missions.



### 1.7.2. Comme indiqué à l'alinéa (a) de la clause

1.7.1 Ci-dessus, des Prestataires peuvent être engagés pour assurer des activités en aval lorsqu'il est essentiel d'assurer une certaine continuité, auquel cas le RPAO doit faire état de cette possibilité et les critères utilisés dans la sélection du prestataire doivent prendre en compte la probabilité d'une reconduction. Il appartiendra exclusivement au Maître d'Ouvrage de décider de faire exécuter ou non des activités en aval et, dans l'affirmative, de déterminer quel Prestataire sera engagé à cette fin.

1.8. L'Autorité Contractante exige des soumissionnaires et de ses cocontractants, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés. En vertu de ce principe, l'Autorité Contractante :

Définit aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :

i. Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;

ii. Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;

iii. "Pratiques collusoires" désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;

iv. "Pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

b. Rejettera une proposition d'attribution si elle détermine que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

1.9. Les candidats communiquent les renseignements sur les commissions et primes éventuellement réglées ou devant être réglées à des agents en rapport avec la présente proposition, et l'exécution du contrat s'il est attribué au candidat, comme demandé sur le formulaire de proposition financière (lettre de soumission).

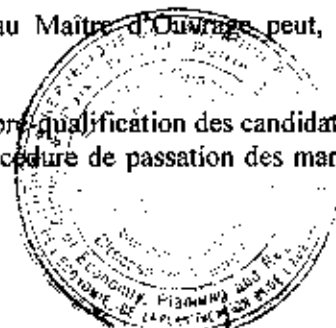
1.10. Les candidats ne doivent pas avoir été déclarés exclus de toutes attributions de contrats pour corruption ou manœuvres frauduleuses.

## 2. Éclaircissements, modifications apportées au DAO et recours

2.1. Les Candidats ont jusqu'à une date limite précisée dans le RPAO pour demander des éclaircissements sur l'un quelconque des documents du DAO. Toute demande d'éclaircissement doit être formulée par écrit, et expédiée par courrier, télécopie, ou courrier électronique à l'adresse de l'Autorité Contractante avec copie au Maître d'Ouvrage figurant sur le RPAO. L'Autorité Contractante donne sa réponse par courrier, télécopie ou courrier électronique à tous les candidats destinataires de la lettre d'invitation et envoie des copies de la réponse (en y joignant une explication de la demande d'éclaircissement, sans en identifier l'origine) à tous ceux d'entre eux qui entendent soumettre des propositions.

2.2. À tout moment, avant la soumission des propositions, l'Autorité Contractante peut, pour n'importe quelle raison, soit de sa propre initiative, soit en réponse à une demande d'éclaircissement d'un candidat invité à soumissionner, modifier l'un des documents du DAO au moyen d'un additif. Tout additif est publié par écrit sous la forme d'un addendum. Les addendas sont communiqués par courrier, télécopie ou courrier électronique à tous les candidats sollicités, et ont force obligatoire pour eux. L'Autorité Contractante avec copie au Maître d'Ouvrage peut, à sa convenance, reporter la date limite de remise des propositions.

2.3. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres y compris la phase de pré-qualification des candidats, et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés



publics peut introduire une requête auprès de l'Autorité Contractante.

2.4. Le recours doit être adressé au Ministre chargé des Marchés Publics avec copies à l'Autorité Contractante, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Président de la Commission.

Il doit parvenir au plus tard Cinq (05) jours avant la date d'ouverture des offres.

2.5. L'Autorité Contractante dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

### 3. Établissement des propositions

3.1. Les candidats sont tenus de soumettre une proposition rédigée dans la (les) langue(s) spécifiée(s) dans le RPAO.

#### Proposition technique

3.2. Lors de l'établissement de la Proposition technique, les Candidats sont censés examiner les documents constituant le présent Dossier de Consultation en détail. L'insuffisance patente des renseignements fournis peut entraîner le rejet d'une proposition.

En établissant la Proposition technique, les Candidats doivent prêter particulièrement attention aux considérations suivantes :

i. Le Candidat qui estime ne pas posséder toutes les compétences nécessaires à la mission peut se les procurer en s'associant avec un ou plusieurs Candidat(s) individuel(s) et/ou d'autres Candidats sous forme de co-entreprise ou de sous-traitance, en tant que de besoin. Les Candidats ne peuvent s'associer avec les autres Candidats sollicités en vue de cette mission qu'avec l'approbation de l'Autorité Contractante, comme indiqué dans le RPAO. Les candidats sont encouragés à rechercher la participation de candidats nationaux en concluant des actes de coentreprise (actes notariés) avec eux ou en leur sous-traitant une partie de la mission ;

ii. Pour les missions reposant sur le temps de travail, l'estimation du temps de travail du personnel est fournie dans le RPAO. Cependant, la proposition doit se fonder sur l'estimation du temps de travail du personnel qui est faite par le Candidat ;

iii. Il est souhaitable que le personnel spécialisé proposé soit composé en majorité de salariés permanents du Candidat ou entretienne avec lui, de longue date une relation de travail stable ;

iv. Le personnel spécialisé proposé doit posséder au minimum l'expérience indiquée dans le RPAO, qu'il aura de préférence acquise dans des conditions de travail analogues à celles du pays où doit se dérouler la mission ;

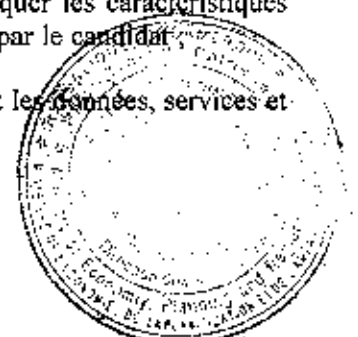
v. Il ne peut être proposé un choix de personnel spécialisé, et il n'est autorisé de soumettre qu'un curriculum vitae (CV) par poste.

3.3. Les rapports que doivent produire les Candidats dans le cadre de la présente mission doivent être rédigés dans la (les) langue(s) stipulée(s) dans le RPAO. Il est souhaitable que le personnel du Candidat ait une bonne connaissance pratique des langues française et anglaise ;

3.4. La Proposition technique fournit les informations suivantes à l'aide des Tableaux joints (Pièce 4) :

i. Une brève description du Candidat et un aperçu de son expérience récente dans le cadre de missions similaires (Tableau 4B). Pour chacune d'entre elles, ce résumé doit notamment indiquer les caractéristiques du personnel proposé, la durée de la mission, le montant du contrat et la part prise par le candidat ;

ii. Toutes les observations ou suggestions éventuelles sur les Termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par l'Autorité Contractante (Tableau 4C) ;



- iii. Un descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission (Tableau 4D) ;
- iv. La composition de l'équipe proposée, par spécialité, ainsi que les tâches qui sont confiées à chacun de ses membres et leur calendrier (Tableau 4E) ;
- v. Des curricula vitae récemment signés par le personnel spécialisé proposé et le représentant du Candidat habilité à soumettre la proposition (Tableau 4F). Parmi les informations clés doivent figurer, pour chacun, le nombre d'années d'expérience du Candidat et l'étendue des responsabilités exercées dans le cadre de diverses missions au cours des dix (10) dernières années ;
- vi. Les estimations des apports de personnel (cadres et personnel d'appui, temps) nécessaire à l'accomplissement de la mission, justifiées par des diagrammes à barres indiquant le temps de travail prévu pour chaque cadre de l'équipe (Tableaux 4E et 4G) ;
- vii. Une description détaillée de la méthode, de la dotation en personnel et du suivi envisagés pour la formation, si le RPAO spécifie que celle-ci constitue un élément majeur de la mission ;
- viii. Toute autre information demandée dans le RPAO.

3.5 La Proposition technique ne doit comporter aucune information financière.

#### **Proposition financière**

3.6. La Proposition financière doit être établie au moyen des Tableaux types (Pièce 5). Elle énumère tous les coûts afférents à la mission. Si besoin est, toutes les charges peuvent être ventilées par activité.

3.7. La Proposition financière doit présenter séparément les impôts, droits (y compris cotisations de sécurité sociale), taxes et autres charges fiscales applicables en vertu de la législation en vigueur sur les candidats, les sous-traitants et leur personnel (autre que les ressortissants ou résidents permanents du Cameroun), sauf indication contraire dans le RPAO.

3.8. Les candidats libelleront les prix de leurs services dans la (les) monnaie(s) spécifiée(s) dans le RPAO.

3.9. Les commissions et primes, éventuellement réglées ou devant être réglées par les Candidats en rapport avec la mission, sont précisées dans la lettre de soumission de la Proposition financière (Section 5.A).

3.10. Le RPAO indique combien de temps les propositions doivent demeurer valides à compter de la date de soumission. Pendant cette période, les candidats doivent garder à disposition le personnel spécialisé proposé pour la mission. L'Autorité Contractante en rapport avec le Maître d'Ouvrage fait tout son possible pour mener à bien les négociations dans ces délais. Si celui-ci souhaite prolonger la durée de validité des propositions, les Candidats qui n'y consentent pas sont en droit de refuser une telle prolongation.

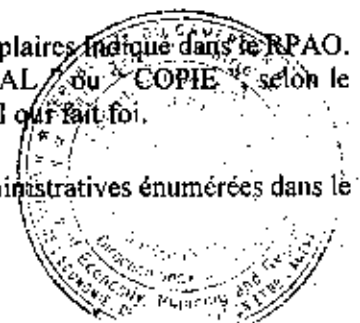
#### **4. Soumission, réception et ouverture des propositions**

4.1. L'original de la proposition doit être rédigé à l'encre indélébile. Il ne doit comporter aucun ajout entre les lignes ou surcharge sur le texte même, si ce n'est pour corriger les éventuelles erreurs du candidat lui-même, toute correction de ce type devant alors être paraphée par le (les) signataire(s) des propositions.

4.2. Un représentant habilité du candidat doit parapher toutes les pages de la proposition. Son habilitation est confirmée par une procuration écrite jointe aux propositions.

4.3. Pour chaque proposition, les candidats doivent préparer le nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO. Chaque Proposition technique et financière doit porter la mention " ORIGINAL " ou " COPIE " selon le cas. En cas de différence entre les exemplaires des propositions, c'est l'original qui fait foi.

4.4. Les candidats doivent placer l'original et toutes les copies des pièces administratives énumérées dans le



RPAO, dans une enveloppe portant la mention "DOSSIER ADMINISTRATIF", l'original et toutes les copies de la proposition technique dans une enveloppe portant clairement la mention " PROPOSITION TECHNIQUE ", et l'original et toutes les copies de la Proposition financière, dans une enveloppe scellée portant clairement la mention " PROPOSITION FINANCIERE " et l'avertissement " NE PAS OUVRIR EN MEME TEMPS QUE LA PROPOSITION TECHNIQUE". Les Candidats placent ensuite ces trois enveloppes dans une même enveloppe cachetée, laquelle porte l'adresse du lieu de dépôt des soumissions et les renseignements indiqués dans le RPAO, ainsi que la mention " A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".

4.5. La Caution de Soumission peut être saisie :

a. Si le Soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;

b. Si, le soumissionnaire retenu :

i. manque à son obligation de souscrire le marché, ou

ii. manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 11 du RGAO ;

iii. refuse de recevoir notification du marché

4.6. Le dossier administratif, la proposition technique et la Proposition financière dûment établis doivent être remis à l'adresse indiquée au plus tard à la date et à l'heure figurant dans le RPAO. Toute proposition reçue après l'heure limite de soumission des propositions est retournée à l'expéditeur sans avoir été ouverte.

4.7. Dès que l'heure limite de remise des propositions est passée, les dossiers administratif et technique sont ouverts par la Commission de Passation des Marchés. La Proposition financière reste cachetée et est confiée au Président de la Commission de Passation des Marchés compétente qui la conserve jusqu'à la séance d'ouverture des propositions financières.

## **5. Évaluation des propositions**

### **Généralités**

5.1. Les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la Sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

5.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer les propositions de la Commission des Marchés, relatives à l'évaluation et la comparaison des offres ou les décisions de l'Autorité Contractante vue de l'attribution d'un marché, pourra entraîner le rejet de son offre.

### **Évaluation des Propositions techniques**

5.3. La Sous-commission d'analyse mise en place par la Commission de Passation des Marchés évalue les propositions techniques sur la base de leur conformité aux termes de référence, à l'aide des critères d'évaluation, des sous- critères (en règle générale, pas plus de trois par critère) et du système de points spécifiés dans le RPAO. Chaque proposition conforme se voit attribuer un score technique (St). Une proposition est rejetée à ce stade si elle ne satisfait pas à des aspects importants des termes de référence, ou n'atteint pas le score technique minimum spécifié dans le RPAO.

5.4. A l'issue de l'évaluation de la qualité technique, l'Autorité Contractante avise les candidats dont les propositions n'ont pas obtenu la note de qualification minimum, que leurs offres n'ont pas été retenues ; leurs propositions financières leur seront donc restituées sur demande, sans avoir été ouvertes à l'issue du processus de sélection. L'Autorité Contractante dans le même temps, avise les Candidats qui ont obtenu la note de qualification minimum, et leur indique la date, l'heure et le lieu d'ouverture des propositions financières. Cette notification peut être adressée par courrier recommandé, télécopie ou courrier électronique.

## Ouverture et évaluation des propositions financières et recours

5.6. Les propositions financières sont ouvertes par la Commission de Passation des Marchés, en présence des représentants des Candidats qui désirent y assister. Le nom du candidat et les prix proposés sont lus à haute voix et consignés par écrit lors de l'ouverture des Propositions financières. L'Autorité Contractante dresse un procès-verbal de la séance.

5.7. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la Commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires

5.8. En cas de recours, il doit être adressé au Ministre en charge des Marchés Publics, avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des marchés.

L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

5.9. La Sous-commission d'analyse établit si les Propositions financières sont complètes (c'est-à-dire si tous les éléments de la Proposition technique correspondante ont été chiffrés ; corrige toute erreur de calcul, et convertit les prix exprimés en diverses monnaies en francs CFA. Les cours de vente officiels utilisés à cet effet, fournis par la BEAC, sont ceux en vigueur à la date limite de dépôt des propositions. L'évaluation est faite sans tenir compte des impôts, droits, taxes et autres charges fiscales tels que définis au paragraphe 3.7.

5.10. En cas de sélection qualité coût, la proposition financière conforme la moins disante (Fm) reçoit un score financier (Sf) de 100 points. Les scores financiers (Sf) des autres Propositions financières sont calculés comme indiqué dans le RPAO. Les propositions sont classées en fonction de leurs Scores technique (St) et financier (Sf) combinés après introduction de pondérations (T étant le poids attribué à la Proposition technique et P le poids accordé à la Proposition financière ;  $T + P$  étant égal à 100, comme indiqué dans le RPAO. Le Candidat ayant obtenu le score technique et financier combiné le plus élevé est invité à des négociations comme potentiel attributaire du Marché

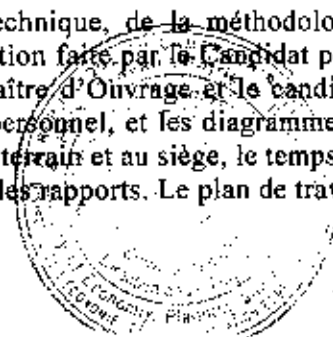
5.11. En cas de sélection dans le cadre d'un budget déterminé, la Sous-commission d'analyse retient le Consultant ayant remis la Proposition technique la mieux classée dans les limites du budget (« prix évalué »). Les propositions dépassant ce budget sont rejetées. En cas de sélection au moindre coût, l'Autorité Contractante retient la proposition la moins disante (« prix évalué ») parmi celles qui ont obtenu le score technique minimum requis. Dans les deux cas, le Consultant sélectionné est invité à des négociations.

## 6. Négociations

6.1. Les négociations auront lieu à l'adresse indiquée dans le RPAO, entre l'Autorité Contractante et/ou le Maître d'Ouvrage et le candidat dont la proposition est retenue, l'objectif étant de parvenir à un accord sur tous les points et de signer un contrat.

En aucun cas des négociations ne peuvent être conduites avec plus d'un candidat à la fois. Ces négociations, qui ne doivent pas porter sur les prix unitaires, sont sanctionnées par un procès-verbal signé par les deux parties.

6.2. Les négociations comportent une discussion de la Proposition technique, de la méthodologie proposée (plan de travail), de la dotation en personnel et de toute suggestion faite par le Candidat pour améliorer les Termes de référence. L'Autorité Contractante et/ou le Maître d'Ouvrage et le candidat mettent ensuite au point les termes de référence finaux, la dotation en personnel, et les diagrammes à barres indiquant les activités, le personnel utilisé, et le temps passé sur le terrain et au siège, le temps de travail en mois, les aspects logistiques et les conditions d'établissement des rapports. Le plan de travail



et les termes de référence finaux qui ont été convenus sont ensuite intégrés à la « description des services », qui fait partie du contrat. Il faut veiller tout particulièrement à obtenir du candidat retenu le maximum qu'il puisse offrir dans les limites du budget disponible, et à définir clairement les informations que le Maître d'Ouvrage doit fournir pour assurer la bonne exécution de la mission.

6.3. Les négociations financières visent notamment à préciser (le cas échéant) les obligations fiscales du Candidat en République du Cameroun, et la manière dont elles sont prises en compte dans le contrat ; elles intègrent aussi les modifications techniques convenues au coût des services. Sauf circonstances exceptionnelles, les négociations financières ne portent ni sur les taux de rémunération du personnel (pas de décomposition de ces taux), ni sur d'autres taux unitaires quel que soit le mode de sélection.

6.4. Ayant fondé son choix du Candidat, entre autres, sur une évaluation du personnel spécialisé proposé, l'Autorité Contractante entend négocier le contrat sur la base des experts dont le nom figure dans la proposition. Préalablement à la négociation du contrat, l'Autorité Contractante exige l'assurance que ces experts soient effectivement disponibles. Elle ne prend en considération aucun remplacement de ce personnel durant les négociations, à moins que les deux parties ne conviennent que ce remplacement a été rendu inévitable par un trop grand retard du processus de sélection, ou que ces remplacements sont indispensables à la réalisation des objectifs de la mission. Si tel n'est pas le cas, et s'il est établi que le Candidat a proposé une personne clé sans s'être assuré de sa disponibilité, la société peut être disqualifiée.

6.5. Les négociations s'achèvent par un examen du projet de contrat. En conclusion des négociations, l'Autorité Contractante et le candidat paraphent le contrat convenu. Si les négociations échouent, l'Autorité Contractante invite le Candidat dont la proposition a été classée en deuxième position à des négociations.

## **7. Attribution du contrat**

7.1 Une fois les négociations menées à bien, l'Autorité Contractante attribue et publie les résultats.

7.2 Le candidat est censé commencer sa mission à la date et au lieu spécifiés dans le RPAO.

## **8. Publication des résultats d'attribution et recours**

8.1. L'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'Observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

8.2. L'Autorité Contractante est tenue de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

8.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics.

8.4. En cas de recours tel que prévu par le Code des marchés publics, il doit être adressé au Ministre en charge des Marchés Publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué et au Président de la Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

## **9. Confidentialité**

Aucun renseignement concernant l'évaluation des propositions et les recommandations d'attribution ne doit être communiqué aux Candidats ayant soumis une proposition ou à toute autre personne n'ayant pas qualité pour participer à la procédure de sélection, tant que l'attribution du contrat n'a pas été notifiée au Candidat gagnant.

## 10. Signature du marché

10.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés concernée pour examen et adoption.

10.2. L'Autorité Contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché, à compter de la date de réception du projet de marché adopté par la Commission des Marchés compétente et souscrit par l'attributaire.

10.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

## 11. Cautionnement définitif

11.1. Dans les vingt-(20) jours suivant la notification du marché par l'Autorité Contractante le prestataire fournira au Maître d'Ouvrage un Cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

11.2. Le cautionnement dont le taux varie entre 2 et 5% du montant du marché, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

11.3. Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

11.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG.



**APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°041/AONR/MINEPAT/CIPM/2019  
DU 6 JUIN 2019 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE  
L'EXTENSION DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU  
MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE**

**FINANCEMENT : BIP/MINEPAT/EXERCICE 2019  
IMPUTATION : 53 22 301 320040 2022**

**Pièce n°4 :  
Règlement Particulier de  
l'Appel d'Offres (RPAO)**

## Clauses du RGAO

### 1.1 Données particulières

Nom du Maître d'Ouvrage bénéficiaire des prestations : le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'aménagement du Territoire.

Mode de sélection : *qualité – coût*

Nom, objectifs et description de la mission : **sélection d'un consultant en vue de L'EXTENSION DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU MINEPAT, en procédure d'urgence.**

La mission comporte plusieurs tranches : **non**

Nom(s), adresse(s), et numéro(s) de téléphone du/des responsable(s) de l'Autorité Contractante : **MINEPAT : DIRECTION DES Affaires Générales, Service des Marchés Publics tel. : 222 23 35 87**

L'Autorité Contractante fournit les informations suivantes :

Le Maître d'Ouvrage envisage la nécessité d'assurer une certaine continuité pour les activités en aval : **Oui**

Les clauses du contrat relatives aux manœuvres frauduleuses et à la corruption sont les suivantes :

- Suspension du contrat avec possibilité de poursuite judiciaire ;
- application des pénalités prévues par la réglementation et
- toute autre action jugée opportune et nécessaire par le Maître d'Ouvrage

Des éclaircissements peuvent être demandés 14 jours avant la date de soumission. Les demandes d'éclaircissement doivent être expédiées à l'adresse suivante : MINEPAT, Direction des Affaires Générales (DAG) sise à l'immeuble Rose Tel. : 222 23 35 87.

Les propositions doivent être soumises dans les langues suivantes : Français ou anglais

i. Le nombre de mois de travail du personnel spécialisé nécessaire à la mission est estimé à : **trois (03) mois.**

iii. **Le personnel clé doit posséder au minimum les qualifications et l'expérience suivants :**

L'étude sera menée par une équipe de quatre (03) consultants ayant conjointement des expériences dans la conduite de telles études.

Les profils souhaités sont les suivants :

- o **Un expert chef d'équipe en Système d'information** ayant : une formation universitaire de niveau Bac +5 minimum en conduite des projets informatiques ou en génie logiciel ; une parfaite connaissance des environnements de développement sous Oracle/MySQL ; une expérience professionnelle d'au moins cinq (5) années acquise dans des missions d'études, de supervision ou de contrôle des projets informatiques ; une excellente connaissance des méthodes de conception et de contrôle des projets informatiques en usage au niveau national et les connaissances techniques lui permettant d'intervenir dans les domaines concernés ; bonne maîtrise de la migration de base de données d'Oracle à Mysql, bonne maîtrise de l'utilisation du Framework ZAPATEC
- o **Un (01) expert Analystes programmeurs Web** ayant : une formation universitaire de niveau BAC + 3 minimum dans l'analyse et le développement des applications web multi-tiers ; une expérience professionnelle d'au moins trois (3) années acquises dans des missions d'études, de supervision ou de contrôles des projets faisant appel aux données sur l'économie ; bonne connaissance du reporting notamment avec ireport de jaspersoft

Langue(s) de rédaction des rapports afférents à la mission : *Français ou Anglais*

iv. La formation constitue un élément majeur de cette mission : **oui**

L'élément dépenses locales doit être libellé dans la monnaie nationale : **Oui**

Les propositions doivent demeurer valides *quatre-vingt-dix (90)* jours après la date de soumission

Les consultants doivent soumettre *un original et six copies* de chaque proposition. Pour tous renseignements s'adresser à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 217, tel. 222 233 587 au MINEPAT.

## **PRESENTATION DES OFFRES**

Les offres doivent être présentées selon les indications suivantes :

**Volume 1 : Le dossier administratif contiendra les pièces suivantes :**

1. la déclaration d'intention de soumissionner timbrée;
2. Une attestation de non redevance signée par les services compétents de la Direction Générale des Impôts certifiant que le soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts, datant de moins de trois (03) mois ;
3. Une attestation de non-faillite délivrée par le Tribunal de 1ère Instance ou par La Chambre de Commerce et d'Industrie, datant de moins de trois (03) mois ;
4. Une attestation de domiciliation bancaire délivrée par une banque de 1er Ordre, datant de moins de trois (03) mois ;
5. Une attestation pour soumission dudit marché délivrée par la CNPS ;
6. Une quittance d'une somme non remboursable de vingt cinq mille (25.000) Francs CFA ; représentant les frais d'achat du DAO au Trésor Public.
7. Une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou un établissement financier agréée par le Ministère des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO, d'un montant de cinq cent mille (500 000) francs CFA ;
8. Un original de l'attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par l'ARMP ;
9. La preuve de l'acceptation des conditions du marché (CCAP, TDR et PROJET DE MARCHE paraphé sur chacune des pages, signé et daté à la fin de chaque document)

En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces 1.), 6), et 7) étant uniquement présentées par le mandataire du groupement.

**Volume 2 : Le dossier technique contiendra les pièces ci-après visées dans le 3.4 du RGAO:**

1. Une brève description de l'entreprise et un aperçu de son expérience récente dans le cadre de missions similaires (Tableau 3B). Pour chacune d'entre elles, ce résumé doit notamment indiquer les caractéristiques du personnel proposé, la durée de la mission, le montant du contrat et la part prise par le Candidat ;
2. Toutes observations ou suggestions éventuelles sur les Termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'Ouvrage (Tableau 3C) ;
3. Un descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission (Tableau 3D)
4. La composition de l'équipe proposée, par spécialité, ainsi que les tâches qui sont confiées à chacun de ses membres et leur calendrier (Tableau 3E) ;
5. Des curricula vitae récemment signés par le personnel proposé (Tableau 3F). Parmi les informations qui doivent figurer, pour chacun, le nombre d'années d'expérience du Candidat et l'étendue des responsabilités exercées dans le cadre de diverses missions.
6. Une description de la méthode, de la dotation en personnel et du suivi envisagés pour la formation, conformément au RPAO ;
7. Toute autre information jugée utile pour le bon déroulement de la mission du prestataire.

**3. Volume 3 : La proposition financière contiendra :**

- A. Lettre de soumission de la proposition financière ;
- B. Cadre du Bordereau des prix unitaires

- C. Cadre du détail estimatif
- D. Décomposition des prix unitaires ;
- E. Frais remboursables, le cas échéant.

Le Dossier Administratif et les propositions techniques et financières doivent être soumises au plus tard le **10 juillet 2019 à 12 heures**, à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 217, à l'immeuble rose du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à Yaoundé, avec la mention :

**APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°041/AONR/MINEPAT/CIPM/2019 DU 6 JUIN 2019 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE L'EXTENSION DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE**

*« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »*

Les dossiers administratifs et les propositions techniques seront ouverts par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINEPAT le **10 juillet 2019 à 13 heures**, heure locale, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

Le nombre de points attribués pour chaque critère et sous critère d'évaluation est le suivant :

**1. Critères d'évaluation**

**1.1 Critères éliminatoires**

- Absence de caution de soumission ;
- Absence d'une Pièce administrative ou non-conformité au-delà de 48 heures après l'ouverture des offres ;
- Fausses déclarations, falsification des pièces ;
- Présence d'informations financières dans l'offre technique ou l'offre administrative ;
- Omission dans le bordereau ou dans le DQE d'un prix unitaire quantifié ;
- Note technique inférieure à 80 points sur 100.

**1.2 Critères essentiels**

- Présentation de l'offre 05 points
- Références du prestataire (Expérience et Réalisations antérieures) 15 points
- Compréhension de la mission 25 points
- Moyens humains (III) 55 points

La note globale NG sera calculée par la combinaison pondérée des notes techniques et financières suivant la formule ci-après :

$$NG = \frac{80 \times \text{Note technique (Nt)} + 20 \times \text{Note financière (Nf)}}{100}$$

La note financière (Nf) est obtenue de la façon suivante :

Soit Fm le montant de la proposition la moins disante, sa note financière sera prise égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante sera obtenue par la formule:

$$Nf = \frac{100 \times Fm}{F}$$

Fm = le montant de la proposition la moins disante

F = le montant de la proposition considérée

Le soumissionnaire présentant la note globale la plus élevée sera déclaré adjudicataire du marché.

**NB : Les soumissionnaires devront présenter des éléments techniques séparés pour les critères III, IV et V.**

**Pour être éligible à l'évaluation financière, le soumissionnaire doit satisfaire à tous les critères dits éliminatoires et au moins 70 sur 100 des critères essentiels.**

La sous-commission examinera ensuite les offres financières.

La sous-commission devra corriger toute erreur de calcul. Les corrections se feront de la manière suivante :

- S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total en multipliant ce prix par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé,

- S'il y a contradiction entre le montant en chiffres et le montant en lettre, le montant en toutes lettres sera retenu,
- En appliquant le rabais éventuel offert par le soumissionnaire.

Si le soumissionnaire dont l'offre ainsi corrigée et retenue n'accepte pas la correction effectuée, son offre est rejetée et la garantie de soumission peut être retenue conformément à la réglementation en vigueur.

Une offre comportant des postes de devis estimatif pour lesquels le soumissionnaire n'a pas indiqué de prix unitaire sera également rejetée.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix Travail Patrie  
\*\*\*\*\*

MINISTERE DE L'ECONOMIE DE LA  
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE.  
\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
\*\*\*\*\*

MINISTRY OF ECONOMY PLANNING AND  
REGIONAL DEVELOPMENT  
\*\*\*\*\*

**APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°041/AONR/MINEPAT/CIPM/2019 DU 6  
JUN 2019 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE L'EXTENSION DU  
SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU MINEPAT, EN PROCEDURE  
D'URGENCE**

**FINANCEMENT : BIP/MINEPAT/EXERCICE 2019  
IMPUTATION : 53 22 301 320040 2022**

## Grille d'évaluation

N°S	RUBRIQUES					COTATION
1.1	<b>Facilité de lecture des documents :</b> Lisibilité des documents : 1,5 pt Séparation des documents par des intercalaires de couleur : 1,5 pt Agencement des documents dans l'ordre demandé dans le DAO : 2 pt					05
<b>EXPERIENCES EN INFORMATIQUE</b>						
	L'entreprise devra avoir réalisé au moins un contrat d'étude/réalisation dans le domaine informatique entre 2015 et 2018 avec présentation des copies des contrats enregistrés (1 <sup>ère</sup> et dernière page)					15
1.1	<b>Nbre de Marchés réalisés par le prestataire</b>	0	1	2	3	
	<b>Note</b>	0	5	10	15	
<b>PERSONNEL</b>						
1	<b>Chef de mission</b>					20 points
1.1	<b>Formation :</b> formation universitaire de niveau Bac+5 en informatique avec option système d'information					05 points
	<b>Niveau /diplôme</b>	<BAC + 5	>=BAC + 5			
	<b>Points</b>	0	05			
1.2	<b>Attestation de disponibilité signée</b>					01 point
	<b>Production</b>	Non produite	Produite			
	<b>Points</b>	0	1			
1.3	<b>Expérience générale</b>					04 points
	<b>Nombre d'années</b>	0 < N < 05 ans	N >= 05 ans			
	<b>Points</b>	2	4			
1.4	<b>Expérience dans les études informatiques ;</b> une excellente connaissance des méthodes de conception et de contrôle des projets informatiques en usage au niveau national et les connaissances techniques lui permettant d'intervenir dans les domaines concernés					10 points
	<b>Nombre de projets</b>	1 =< N < 3	N >= 3			
	<b>Points</b>	5	10			
2	<b>Un(e) Analyste programmeur</b>					10 points
2.1	<b>Formation :</b> universitaire de niveau Bac+3 en Statistique et/ou en Suivi évaluation et/ou Sciences Sociales					02 points
	<b>Niveau</b>	<BAC + 3	>=BAC + 3			
	<b>Points</b>	0	02			
2.2	<b>Attestation de disponibilité signée</b>					01 points
	<b>Production</b>	Non produite	Produite			
	<b>Points</b>	0	1			
2.3	<b>Expérience missions d'études, de supervision ou de contrôles des projets dans le domaine de gestion des bases de données</b>					7 points
	<b>Nombre de projets</b>	1 =< N < 3	N >= 3			
	<b>Points</b>	3	7			
D	<b>COMPREHENSION DE LA MISSION, PLANNING DE TRAVAIL ET METHODOLOGIE PROPOSEE</b>					25 points
D.1	<b>Analyse et compréhension des Termes de Référence</b>					02 points
	<b>Approche technique et méthodologique proposée par rapport aux TDR</b>					10 points
	<b>Organisation de la mission</b>					03 points
	<b>Plan de travail et chronogramme</b>					10 points

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix Travail Patrie  
\*\*\*\*\*  
MINISTRE DE L'ECONOMIE DE LA  
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE.  
\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
\*\*\*\*\*  
MINISTRY OF ECONOMY PLANNING AND  
REGIONAL DEVELOPMENT  
\*\*\*\*\*

**APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°041/AONR/MINEPAT/CIPM/2019  
DU 6 JUN 2019 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE  
L'EXTENSION DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU  
MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE**

FINANCEMENT : BIP/MINEPAT/EXERCICE 2019  
IMPUTATION : 53 22 301 320040 2022

**Pièce n°5 :**  
**Cahier des Clauses**  
**Administratives Particulières**  
**(CCAP)**

# Table des matières

## Chapitre I : Généralités

- Article 1 : Objet du marché
- Article 2 : Procédure de Passation du Marché
- Article 3 : Définitions et attributions
- Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables
- Article 5 : Pièces constitutives du marché
- Article 6 : Textes généraux applicables
- Article 7 : Communication
- Article 8 : Ordres de service
- Article 9 : Marchés à tranches conditionnelles
- Article 10 : Matériel et personnel du prestataire

## Chapitre II : Clauses Financières

- Article 11: Garanties et cautions
- Article 12 : Montant du marché
- Article 13 : Lieu et mode de paiement
- Article 14 : Variation des prix
- Article 15 : Formules de révision des prix
- Article 16 : Formules d'actualisation des prix
- Article 17 : Avances
- Article 18 : Règlement des prestations
- Article 19 : Intérêts moratoires
- Article 20 : Pénalités de retard
- Article 21 : Décompte final
- Article 22 : Décompte général et définitif
- Article 23 : Régime fiscal et douanier
- Article 24 : Timbres et enregistrement des marchés

**Chapitre III : Exécution des prestations** .....

Article 25 : Délais d'exécution du marché .....

Article 26 : Obligations du Maître d'Ouvrage .....

Article 27 : Obligations du prestataire.....

Article 28 : Assurances .....

Article 29 : Programme d'exécution.....

Article 30 : Agrément du personnel.....

Article 31 : Sous-traitance .....

**Chapitre IV : De la recette**.....

Article 32 : Commission de suivi et recette.....

Article 33 : Recette des prestations.....

**Chapitre V : Dispositions diverses** .....

Article 34 : Cas de force majeure .....

Article 35 : Résiliation du marché .....

Article 36 : Différends et litiges.....

Article 37 : Edition et diffusion du présent marché .....

Article 38 et dernier : Entrée en vigueur du marché.....

## Chapitre I : Généralités

### Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution des activités relatives à **L'EXTENSION DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE**

### Article 2 : Procédure de passation du marché

le présent marché est passé par Appel d'Offres National Restreint :

### Article 3 : Définitions et attributions

#### 3.1. Définitions générales

- **Le Maître d'Ouvrage** est : le Ministre de l'Economie, de planification et de l'Aménagement du Territoire, Il représente l'Administration bénéficiaire des prestations ;
- **Le Chef de Service du marché** est : le Directeur des Affaires Générales au MINEPAT
- **L'Ingénieur du marché** est : le chef de la Division informatique au MINEPAT ;
- Le cocontractant est : [A préciser].

#### 3.2. Nantissement

Le présent marché peut être donné en nantissement, sous réserve de toute forme de cession de créance.

Dans ce cas :

- L'autorité chargée de l'ordonnement des paiements est : le Ministre de l'Economie, de planification et de l'Aménagement du Territoire ;
- L'autorité chargée de la liquidation des dépenses est : le Ministre de l'Economie, de planification et de l'Aménagement du Territoire ;
- L'organisme ou le responsable chargé du paiement est : le Payeur Général du MINFI
- Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent marché est le chef service du marché.

### Article 4 : Langue, lois et règlements applicables

4.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

4.2. Le prestataire s'engage à observer les lois et règlements en vigueur en République du Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si ces lois et règlements en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

### Article 5 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

- La soumission du prestataire et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et aux termes de références finalisés ou description des services ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Les termes de références ou description des services ;
- Les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que, par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires ; l'état des prix forfaitaires ; le détail ou le devis estimatif ; la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous-détail des prix unitaires ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de services et de

prestations intellectuelles mis en vigueur par arrêté N° 033 du 13 février 2007 ;

#### **Article 6 : Textes généraux applicables**

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après :

1. La Loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du travail ;
2. La Loi n° 096/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement ;
3. La Loi N°2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
4. La Loi n° 2017/021 du 02 décembre 2017 portant loi de Finances de la République du Cameroun pour l'Exercice 2018 ;
5. Le Décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics modifié et complété par le Décret n° 2012/076 du 08 mars 2012 ;
6. Le Décret n° 2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
7. Le Décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et la Circulaire n°0005/LC/MINMAP/CAB du 03 juillet 2018 précisant les mesures transitoires à observer suite à la publication dudit décret ;
8. Le Décret 2012/075 du 08 mars 2012, portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
9. Le Décret n°2013/0065/PM du 13 janvier 2013 fixant les modalités de réalisation des études d'impact environnemental et social ;
10. L'Arrêté n° 033/CAB/PM du 20 avril 2005 mettant en vigueur les Cahiers des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux Marchés Publics ;
11. La Circulaire n° 003/CAB/PM du 18 avril 2008 relative au respect des règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des Marchés Publics ;
12. La Circulaire n° 002/CAB/PM du 31 janvier 2011 portant sur l'amélioration de la performance du système des Marchés Publics ;
13. La Circulaire n° 003/CAB/PM du 31 janvier 2011 fixant les modalités de gestion des changements des conditions économiques des Marchés Publics ;
14. La Circulaire n° 001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des Marchés Publics ;
15. La circulaire n°001/C/MINFI du 28 décembre 2018, Portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'État, des Établissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés, pour l'Exercice 2019 ;
16. Les normes techniques en vigueur au Cameroun et dans l'union européenne ;
17. D'autres textes spécifiques au domaine concerné par la MARCHE en vigueur au Cameroun.

#### **Article 7 : Communication**

7.1. Toutes les communications au titre du présent marché sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après :

a. Dans le cas où le prestataire est le destinataire, les correspondances seront valablement notifiées à son adresse..... ou à défaut à la Mairie de ... ..

b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire : Monsieur le ministre de l'Economie, de la planification et de l'Aménagement du Territoire, B.P. : 660 Yaoundé, Téléphone :222 223 587, avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef Service et à l'Ingénieur du Marché, le cas échéant.

c. Dans le cas où l'Autorité Contractante en est le destinataire : Monsieur le ministre de l'Economie, de la planification et de l'Aménagement du Territoire, B.P. : 660 Yaoundé, Téléphone :222 223 587, avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef Service et à l'Ingénieur du Marché,

le cas échéant

#### **Article 8 : Ordres de service**

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

8.1 L'ordre de service de commencer les prestations est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié au Cocontractant par le Chef de service du marché avec copie à l'Ingénieur du marché et à l'Organisme Payeur.

8.2 Sur proposition du Chef Service du Marché, les ordres de service ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés par l'Autorité Contractante et notifiés par le Chef Service du Marché au Cocontractant avec copie à l'Ingénieur du marché, et à l'Organisme Payeur. Le visa préalable de l'Organisme Payeur sera éventuellement requis avant la signature de ceux ayant une incidence sur le montant.

8.3 Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le Chef de Service et notifiés au Cocontractant par l'ingénieur du Marché, le cas échéant

8.4 Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de service, avec copie au MINMAP et à l'Ingénieur.

8.5. Les ordres de service de suspension et de reprise des prestations pour cause de force majeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de service, avec copie au MINMAP et à l'Ingénieur.

8.6. Le prestataire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas le prestataire d'exécuter les ordres de service reçus.

8.7 S'agissant des ordres de service signés par le maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef service du Marché, la notification doit être faite dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date de transmission par l'Autorité Contractante au Maître d'Ouvrage.

#### **Article 9 : Marchés à tranches conditionnelles**

Sans objet.

#### **Article 10 : Matériel et personnel du prestataire**

10.1 Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Maître d'Ouvrage ou du Chef de service. En cas de modification, le prestataire le fera remplacer par un personnel de compétence au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.

10.2. Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel et en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant l'exécution des prestations constitue un motif de résiliation du marché tel que visé à l'article 35 ci-dessous ou d'application de pénalités

10.3 Toute modification apportée sera notifiée à l'Autorité Contractante.

### **Chapitre II : Clauses financières**

#### **Article 11 : Garanties et cautions**

11.1. Cautionnement définitif/de bonne exécution

Le cautionnement définitif est fixé à 5 % du montant TTC du marché.

Il est constitué et transmis au Chef Service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché.

Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception définitive des prestations, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du prestataire.

11.2. Cautionnement de garantie  
Sans objet.

11.3. Cautionnement d'avance de démarrage  
Conformément aux textes en vigueur, le prestataire pourra obtenir, sur sa demande adressée au Maître d'Ouvrage, dès la notification du Marché, sans justification de débours de sa part, une avance de démarrage à concurrence d'au plus vingt pour cent (20%) du montant TTC du marché.

#### Article 12 : Montant du marché

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du [détail ou devis estimatif] ci-joint, est de (en chiffres) (en lettres) francs CFA Toutes Taxes Comprises (TTC); soit :

- Montant HTVA : \_\_\_\_\_ ( ) francs CFA
- Montant de la TVA : \_\_\_\_\_ ( ) francs CFA
- Montant de la TSR et/ou l'AIR : \_\_\_\_\_ ( ) francs CFA
- net à percevoir = HTVA-(TSR et/ou AIR) ( ) F CFA.

#### Article 13 : Lieu et mode de paiement

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues de la manière suivante : [A préciser en fonction de l'exécution des prestations]

- a. Pour les règlements en francs CFA, soit (montant en chiffres et en lettres), par crédit au compte n° \_\_\_\_\_ ouvert au nom du prestataire à la banque \_\_\_\_\_ ;
- b. Pour les règlements en devises, (le cas échéant), soit (montant en chiffres et en lettres), par crédit au compte n° \_\_\_\_\_ ouvert au nom du prestataire à la banque \_\_\_\_\_.

#### Article 14 : Variation des prix

Sans objet

#### Article 15 : Formules de révision des prix

Sans objet.

#### Article 16 : Formules d'actualisation des prix

Sans objet.

#### Article 17 : Avances

17.1. Le Maître d'Ouvrage accordera une avance de démarrage d'au plus 20% du montant TTC du Marché dans les conditions décrites à l'article 11.3 ci-dessus.

17.3. Cette avance dont la valeur ne peut excéder vingt pour cent (20%) du montant initial TTC du marché, est cautionnée à cent pour cent (100%) par un établissement bancaire de droit camerounais ou un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur, et remboursée par déduction sur les acomptes à verser au Prestataire pendant l'exécution du marché, suivant des modalités définies dans le CCAP.

17.4. La totalité de l'avance doit être remboursée au plus tard dès le moment où la valeur en prix de base des prestations réalisées atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant du marché.

17.5. Au fur et à mesure du remboursement des avances, le Maître d'Ouvrage donnera la mainlevée de la partie de la caution correspondante, sur demande expresse du au Prestataire.

#### Article 18 : Règlement des prestations

18.1. Constatation des prestations exécutées avant le 30 de chaque mois, le prestataire et l'ingénieur établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.

18.2. Décompte mensuel au plus tard le cinq (5) du mois suivant le mois des prestations, le prestataire remettra en

sept (07) exemplaires à l'ingénieur, deux projets de décompte provisoire mensuel (un décompte hors TVA et un décompte du montant des taxes), selon le modèle agréé et établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché, depuis le début de celui-ci.

Seul le décompte hors TVA sera réglé au prestataire. Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une écriture d'ordre entre les budgets du MINEPAT et du ministère en charge des finances.

Le montant HTVA de l'acompte à payer au prestataire sera mandaté comme suit :

- 97,8 % (ou versé directement au compte du prestataire ;
- 2,2% versé au trésor public au titre de l'AIR dû par le prestataire ou ;
- 5,5% au trésor public au titre de la TSR dû par le prestataire pour les rémunérations versées aux personnels étrangers.

L'ingénieur disposera d'un délai de sept (7) jours maxi pour transmettre au chef de service du marché, les décomptes qu'il a approuvés de façon à ce qu'ils soient en sa possession au plus tard le 12 du mois.

Le chef de service dispose d'un délai de 14 jours maxi) pour procéder à la signature des décomptes.

Les décomptes en six (6) exemplaires, seront présentés par le prestataire en francs CFA à l'ingénieur accompagné d'une demande de paiement.

La demande de paiement doit faire apparaître le montant total du marché, le montant des sommes déjà perçues, le montant de la facture concernée, ainsi que celui des remboursements effectués au titre de l'avance de démarrage.

Les versements d'acomptes interviennent dans les trente (30) jours à compter de la date de transmission au comptable compétent des constatations ouvrant droit à paiement.

Décompte général - Etat du solde après approbation du rapport final, le prestataire adresse au Maître d'Ouvrage une demande de solde sous forme de décompte général faisant apparaître la récapitulation des sommes déjà perçues ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le décompte général.

Le paiement du dernier décompte est conditionné par la remise du rapport final par le prestataire au Maître d'ouvrage, et l'acceptation par ce dernier, dudit rapport dans un délai de quinze (15) jours francs.

18.3. Décompte d'avance de démarrage (le cas échéant).

#### **Article 19 : Intérêts moratoires**

Les intérêts moratoires éventuels dus conformément à l'article 88 du décret n° 2004/275 du 24 Septembre 2004 portant Code des Marchés Publics.

#### **Article 20 : Pénalités**

##### **A. Pénalités de retard**

20.1. Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit (modifiable):

- a. Un deux millièmes (1/2000<sup>ème</sup>) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;
- b. Un millième (1/1000<sup>ème</sup>) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

20.2. Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base avec ses avenants.

##### **B. pénalités spécifiques [Montant à préciser].**

20.3. Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, notamment :

- Remise tardive des assurances ; 5 000 frs CFA Par jour de retard.

- Non port des tenues recommandées par la réglementation en vigueur : 5 000 frs CFA par Agent ;
- Absence au poste des Agents dument constatée par la commission de suivi et recette : 5 000 frs CFA par absence

### **Article 21 : Décompte mensuel**

21.1

Après achèvement des prestations mensuelles et dans un délai maximum de 3 jours maximum après la date de réception provisoire, le prestataire établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte mensuel des prestations effectivement réalisées qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

21.2. Le Chef de service dispose d'un délai de 4 jours pour rectifier et accepter ou rejeter le projet de décompte.

### **Article 22 : Décompte général et définitif**

22.1. Indiquer le délai dont dispose le Chef de service ou l'ingénieur pour établir le décompte général et définitif au prestataire.

Le Chef de service dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par le prestataire et l'Autorité Contractante. Ce décompte comprend :

- Le décompte final ;
- L'acompte pour solde ;
- La récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par le prestataire, lie définitivement les parties et met fin au marché, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

22.2. Indiquer le délai dont dispose le prestataire pour renvoyer le décompte final revêtu de sa signature

### **Article 23 : Régime fiscal et douanier**

Le présent marché est soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en la matière en République du Cameroun.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

### **Article 24 : Timbres et enregistrement des marchés**

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du prestataire, conformément à la réglementation en vigueur.

## **Chapitre III : Exécution des prestations**

### **Article 25 : consistance des prestations**

Confère les Termes De Référence

### **Article 26 : Délais d'exécution du marché**

26.1. Le délai d'exécution des prestations objet du présent marché est de : douze (12) Mois

26.2. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations

### **Article 27 : Obligations du Maître d'Ouvrage**

27.1. Le Maître d'Ouvrage est tenu de fournir au prestataire les informations nécessaires à l'exécution de sa mission, et de lui garantir, aux frais de ce dernier, l'accès aux sites des projets.

27.2. Le Maître d'Ouvrage assure au prestataire protection contre les menaces, outrages, violences, voies de fait, injures ou diffamations dont il peut être victime en raison ou à l'occasion de l'exercice de sa mission.

### **Article 28 : Obligations du prestataire**

28.1. Le prestataire exécute les prestations et remplit ses obligations de façon diligente, efficace et économique, conformément aux normes, techniques et pratiques généralement acceptées dans son domaine d'activité.

28.2. Pendant la durée du marché, le prestataire ne s'engage pas directement ou indirectement, dans des activités professionnelles ou contractuelles susceptibles de compromettre son indépendance par rapport aux missions qui lui sont dévolues.

28.3. En cas de conflit d'intérêt du fait d'un membre de l'équipe de la mission, le prestataire doit le signaler par écrit à l'Autorité Contractante et doit remplacer l'expert en question, impliqué dans le projet ou le marché.

Le conflit d'intérêt s'entend de toute situation dans laquelle le prestataire pourrait tirer des profits directs ou indirects d'un marché passé par l'Autorité Contractante auprès de laquelle il est consulté ou toute situation dans laquelle il a des intérêts personnels ou financiers suffisants pour compromettre son impartialité dans l'accomplissement de ses fonctions ou de nature à affecter défavorablement son jugement.

28.4. Le prestataire est tenu au secret professionnel vis-à-vis des tiers, sur les informations, renseignements et documents recueillis ou portés à sa connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

A ce titre, les documents établis par le prestataire au cours de l'exécution du marché ne peuvent être publiés ou communiqués qu'avec l'accord écrit de l'Autorité Contractante.

28.5. Le prestataire est tenu lors du dépôt du rapport final, de restituer tous les documents empruntés à l'Autorité Contractante.

28.6. Le prestataire ainsi que ses associés ou ses sous-traitants s'interdisent pendant la durée du marché, et à son issue pendant douze (12) mois de fournir des biens, prestations ou services destinés à l'Autorité Contractante découlant des prestations ou ayant un rapport étroit avec elles (à l'exception de l'exécution des prestations ou de leur continuation).

28.7. Le prestataire doit prendre en charge des frais professionnels et de la couverture de tous risques de maladie et d'accident dans le cadre de sa mission.

28.8. Le prestataire ne peut pas modifier la composition de l'équipe proposée dans son offre technique sans l'accord écrit de l'Autorité Contractante.

#### **Article 29 : Assurances**

Les polices d'assurances suivantes sont requises au titre du présent Marché pour les montants conformes à la réglementation dans un délai de quinze (15) à compter de la notification du marché.

- Assurance responsabilité civile, chef d'entreprise ;

#### **Article 30 : Plan d'Action**

Dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les prestations, le prestataire soumettra, en cinq (05) exemplaires, à l'approbation du Chef de service après avis du de l'Ingénieur le plan d'action de réalisation des prestations, son calendrier d'exécution, son projet de Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et son Plan de Gestion Environnementale, le cas échéant.

Ce programme sera exclusivement présenté selon les modèles fournis.

Deux (2) exemplaires de ces pièces lui seront retournés dans un délai de huit à quinze (8-15) jours à partir de leur réception avec :

- Soit la mention d'approbation " BON POUR EXECUTION " ;
- Soit la mention de REJET accompagnée des motifs dudit rejet.

Le Prestataire disposera alors de huit (8) jours pour présenter un nouveau projet. Le Chef de Service disposera alors d'un délai de cinq (5) jours pour donner son approbation ou faire d'éventuelles remarques. Les délais d'approbation du projet d'exécution sont suspensifs du délai d'exécution.

L'approbation donnée par le Chef de Service n'atténuera en rien la responsabilité du Prestataire. Cependant les

prestations exécutées avant l'approbation du programme ne seront ni constatés ni rémunérés. Le planning actualisé et approuvé deviendra le planning contractuel.

Le Prestataire tiendra constamment à jour, un planning des prestations qui tiendra compte de l'avancement réel des prestations. Des modifications importantes ne pourront être apportées au programme contractuel qu'après avoir reçu l'accord du Chef service du Marché. Après approbation du programme d'exécution par le Chef service du Marché, celui-ci le transmettra dans un délai de cinq (05) jours à l'Autorité Contractante, sans effet suspensif de son exécution. Toutefois s'il est constaté des modifications importantes dénaturant l'objectif du marché ou la consistance des prestations, l'Autorité Contractante retournera le programme d'exécution accompagné des réserves à lever dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa date de réception

#### **Article 31 : Agrément du personnel**

Si l'Autorité Contractante demande le remplacement d'un membre de l'équipe pour faute grave dûment constatée ou pour incompétence, le remplacement se fait aux frais du prestataire dans un délai maximum de quinze (15) jours.

L'Autorité Contractante se réserve la possibilité de refuser son agrément à une personne proposée par le prestataire dont la qualification serait insuffisante.

#### **Article 32 : Sous-traitance**

La part des prestations à sous-traiter est conforme à la réglementation en vigueur

### **Chapitre IV : De la recette**

#### **Article 33 : Commission de suivi et recette**

Avant la réception, le prestataire demande par écrit au Maître d'Ouvrage avec copie à l'Autorité contractante. La Commission de suivi et de recette sera composée des membres suivants à titre indicatif :

- Le Maître d'Ouvrage ou son représentant, Président ;
- Le Chef Service du marché, Membre ;
- L'Ingénieur du Marché, Rapporteur ;
- Le Cocontractant ou son représentant, invité.

Les membres de la commission sont convoqués à la réception par courrier dans un délai de cinq (5) jours au moins avant la date de réception. Les fiches de suivi journalier et hebdomadaire élaborées par le Maître d'Ouvrage et cosignées par le prestataire et ce dernier attestant l'effectivité des prestations seront transmises en pièces jointes à la convocation des membres.

#### **Article 34 : Recette des prestations**

31.2 La recette des prestations est faite trimestriellement.

31.3 A l'issue des vérifications, le Chef de service du Marché, sur la base du procès-verbal de la Commission chargée de la recette, prononce la recette des prestations si elles répondent aux stipulations du Marché ; et le cas échéant, après avis de la Commission de suivi de recette technique : recette, ajournement, recette avec réfaction ou rejet des prestations.

### **Chapitre V : Dispositions diverses**

#### **Article 35 : Cas de force majeure**

Le Prestataire informe le Maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours calendaires de tout cas de force majeure juridiquement établi qui pourrait l'empêcher de remplir ses obligations contractuelles. Il revient au Maître d'ouvrage d'apprécier les cas de force majeure et les preuves fournies par le Prestataire. Dès qu'une telle information remise au Maître d'ouvrage est confirmée par ce dernier, le Prestataire se voit dégager de toute responsabilité pour manquement à l'exécution de ses obligations.

#### **Article 36 : Résiliation du marché**

Le marché peut être résilié comme prévu à la section II Titre V du décret n° 2018/366 du 20 JUIN 2018 et également dans les conditions stipulées aux articles 42, 43, 44, 45, 46 et 47 du CCAG, notamment dans l'un des cas de :

- Retard de plus de quinze (15) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des prestations de plus de sept (07) jours calendaires ;
- Retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10 % du montant des prestations ;
- Refus de la reprise des prestations mal exécutés ;
- Défaillance du Cocontractant ;
- Non-paiement persistant des prestations.

**Article 37 : Différends et litiges**

Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente.

**Article 38 : Edition et diffusion du présent marché**

Quinze (15) exemplaires du présent marché seront édités et diffusés par les soins et au frais de l'Autorité Contractante.

**Article 39 et dernier : Entrée en vigueur du marché**

Le présent marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par l'Autorité Contractante. Il entrera en vigueur dès sa notification au prestataire par cette dernière.



REPUBLIQUE DU CAMEROIN  
Paix Travail Patrie  
\*\*\*\*\*  
MINISTERE DE L'ECONOMIE DE LA PLANIFICATION  
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.  
\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
\*\*\*\*\*  
MINISTRY OF ECONOMY PLANNING AND REGIONAL  
DEVELOPMENT  
\*\*\*\*\*

**APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°041/AONR/MINEPAT/CIPM/2019 DU 6 JUIN  
2019 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE L'ELABORATION D'UN  
SYSTEME D'INFORMATION, DE COLLECTE, DE PARTAGE ET DE DIFFUSION DE  
L'INFORMATION ECONOMIQUE, EN PROCEDURE D'URGENCE**

**Pièce n°6 :  
Termes de Référence (TDR)**

## **TERMES DE RÉFÉRENCE**

- I. Contexte et justification**
- II. Objectif de la prestation**
- III. résultats attendus**
- IV. Méthodologie**
- V. Organisation du travail**
- VI. durée de la prestation**
- VII. qualification des consultants**



## II- Contexte et justification

Créé par décret N° 2008/220 du 4 juillet 2008 portant réorganisation du Gouvernement, le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique économique de la nation ainsi que de l'aménagement du territoire. Ces missions font du MINEPAT, le siège d'un important flux d'information non seulement en son sein, mais aussi avec son environnement extérieur tant national qu'international.

Aujourd'hui, l'accélération des échanges électroniques, le nombre de courriers électroniques et papiers croissant, les délais de traitement se compressant avec les sollicitations de plus en plus importantes des usagers, contraignent le MINEPAT à repenser le traitement des courriers et le processus d'échange de documents. L'évolution des besoins et des moyens durant ces dernières années nécessite une réflexion et une mise en place d'outils permettant de centraliser cette gestion, de diffuser les documents de tout type (e-mails, papiers, fax, courriers entrants, courriers sortants) et d'accéder de manière sécurisée sans limite géographique à l'information devant être traitée rapidement pour lecture, validation ou signature. Le MINEPAT a de plus en plus besoin de tracer l'information pour garantir un traitement rationnel et efficient du courrier. C'est pourquoi une application de gestion du courrier a été développée et déployée au sein du MINEPAT.

L'exploitation de cette solution informatique au cours de ces cinq dernières années a amené les acteurs impliqués dans le processus de traitement du courrier à formuler un certains nombres de besoins parmi lesquels :

- un module de gestion de la langue [Le système actuel n'offre pas la possibilité aux opérateurs de travailler dans les deux langues officielles, ce qui entraîne pour certains des insuffisances dans l'appropriation de l'application et une exploitation limitée des possibilités offertes par celle-ci. Grâce à ce module, les opérateurs pourront exploiter l'application dans leur langue de travail.]
- un module de gestion de la relance des courriers [L'activité de la relance n'est pas réalisée de façon optimale du fait de l'inexistence d'une plateforme de collaboration entre le service en charge du courrier et le service en charge de la relance. Cette situation est à l'origine de multiples retards observés dans le traitement des dossiers au sein des structures du MINEPAT.]
- Un module de production des statistiques de traitement du courrier au sein des structures [En l'absence de ces statistiques, la coordination ne dispose d'aucun moyen lui permettant d'apprécier la célérité avec laquelle les différentes structures du MINEPAT traitent les dossiers à elles confiés par la hiérarchie.]
- Un module de consultation pour les usagers [Les utilisateurs du courrier central, principale interface avec l'environnement extérieur du MINEPAT, passent une partie importante de leur temps dans le renseignement des usagers par rapport à leurs différents dossiers. Ce module donnera à l'utilisateur la possibilité de s'informer sur la situation de traitement de son courrier en ligne]
- Un module d'envoi automatique de courrier d'alerte (alerte mail). [Le temps de notification d'une instruction de traitement donnée par la hiérarchie peut être long. Il faut trouver un mécanisme d'alerte exploitant les Technologies de l'Information et de la Communication, aujourd'hui utilisées par plus de 75% du personnel du MINEPAT]

- Un module de sécurisation des échanges d'informations sur le réseau [Dans le système, les données échangées sur le réseau sont faites en clair (texte lisible), y compris les données confidentielles (comptes, mots de passe, etc) avec comme risque principal le vol des données par des pirates. Les nouvelles normes dans la sécurité des applications informatiques exigent l'usage des protocoles sécurisés pour les échanges de données. Dans l'optique d'une extension du déploiement de l'application aux services déconcentrés, ce module permettra de crypter et de garantir l'intégrité des données échangées et enfin d'authentifier les intervenants]

Au regard des nouveaux besoins exprimés pendant l'exploitation du système informatique de gestion du courrier, la nécessité de procéder à une extension fonctionnelle n'est plus à démontrer. Il s'avère ainsi important que le système actuel de gestion informatique du courrier connaisse une extension fonctionnelle afin de prendre en compte les besoins ainsi exprimés.



### **III- Objectifs**

#### **A- Objectif général**

Le projet d'extension de l'application de gestion informatique du courrier a pour objectif principal l'augmentation de la célérité dans le traitement et l'amélioration de la qualité du suivi des dossiers.

#### **B- Objectifs spécifiques :**

L'extension fonctionnelle de l'application intégrée de gestion du courrier devra permettre d'intégrer les modules ci-après:

- gestion des langues ;
- gestion des relances ;
- production des statistiques de traitement du courrier;
- consultation online de l'état de traitement des dossiers ;
- alerte par courriers électronique pour la notification des différents acteurs.

#### **IV- Résultats attendus**

- Une application opérationnelle intégrant les différents besoins identifiés ;
- Un rapport d'analyse et de conception détaillée du système;
- Un rapport de déploiement ;
- Un support de formation aux formats papier et numérique ;
- Un rapport de formation.

## V- Méthodologie

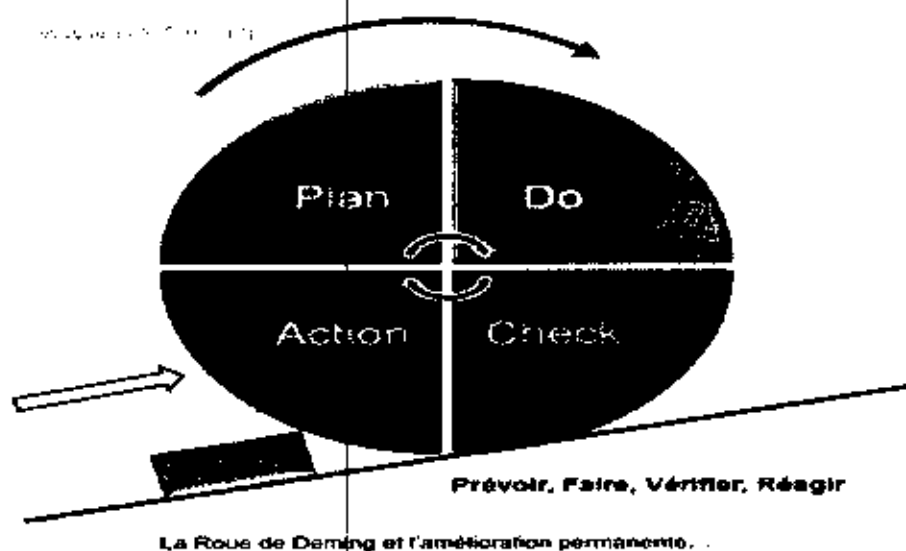
Pour atteindre les résultats escomptés, le consultant, sur la base du système existant, devra produire après un parcours exhaustif des différentes fonctionnalités, un rapport d'analyse du système actuel. Le Consultant devra axer son analyse sur les traitements et sur les données.

Après la validation du rapport d'analyse, le consultant devra rédiger un dossier de conception. Il devra également axer la modélisation du système sur les données et les traitements. Le langage UML et une démarche agile sont préconisés pour toutes les étapes de la modélisation. Au terme de cette étape, un point de validation sera observé afin de permettre à l'équipe projet côté Maître d'Ouvrage de s'assurer de la cohérence et de la pertinence du livrable.

Au terme de la conception, le consultant devra poursuivre avec la phase de d'implémentation. Il devra se conformer aux exigences qui sont celles du système existant et qui sont consignées dans la section « équipe de projet » du présent document. Le consultant devra appliquer le principe de séparation des responsabilités, en l'occurrence celles du traitement de l'information et de sa mise en forme. Le pattern MVC (Modèle-Vue-Contrôleur) servira de guide au Consultant à ce sujet.

A la fin de la programmation, le prestataire procédera à la formation et au déploiement de la nouvelle solution.

Les étapes précédentes pourront faire l'objet d'une révision pour la prise en compte de certains aspects au fur et à mesure que le travail avancera. Il s'agira de mener une démarche d'amélioration continue ou de résolution de problème selon le cycle du PDCA afin d'adopter une méthode structurée et de mettre en œuvre les solutions les plus adaptées et pérennes.



## **VI- Organisation de la mission**

La mission sera réalisée par un prestataire dont les travaux seront suivis par une équipe du MINEPAT constituée de trois personnels de la Division Informatique et deux personnels de la Sous-Direction de l'Accueil, du Courrier et de Liaison désignés à cet effet par leurs hiérarchies respectives.

Chaque extrant issu des différentes étapes fera l'objet d'une validation au cours d'une réunion par l'équipe du MINEPAT. Le consultant est tenu de transmettre à cette équipe le document deux jours avant la tenue de la réunion de validation.

Le passage d'une étape à une autre est conditionné par la validation par l'équipe du MINEPAT de la phase précédente.

## **VII- Equipe de projet**

Cette mission sera réalisée par un consultant ayant des compétences en :

- Système d'information informatique ;
- Développement d'application Web ;
- Expertise avérée en PHP et en sécurité Apache ;
- Expertise avérée dans l'utilisation de Dreamweaver CS6
- Migration de base de données d'Oracle à Mysql ;
- Reporting notamment avec ireport de jaspersoft.
- Expérience avérée dans l'utilisation du Framework ZAPATEC.

## **VIII- Durée de la mission**

Le Consultant devra proposer un calendrier détaillé étalé sur une période de 60 jours calendaires

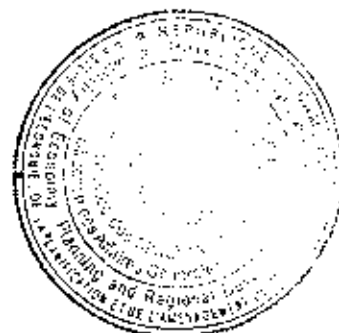
Migration de base de données d'Oracle à Mysql ; Reporting notamment avec ireport de jaspersoft.

Expérience avérée dans l'utilisation du Framework ZAPATEC



## IX- Budget

Les ressources financières nécessaires à la réalisation de cette activité seront mises à disposition par le budget de l'Etat/ MINEPAT, exercice 2019.



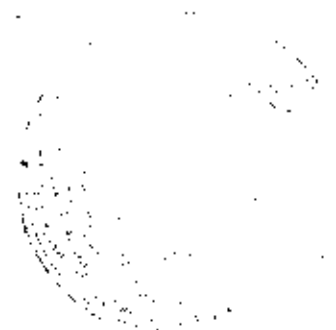
REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix Travail Patrie  
\*\*\*\*\*  
MINISTERE DE L'ECONOMIE DE LA  
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE.  
\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
\*\*\*\*\*  
MINISTRY OF ECONOMY PLANNING AND  
REGIONAL DEVELOPMENT  
\*\*\*\*\*

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°041/AONR/MINEPAT/CIPM/2019 DU 6 JUIN 2019 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE L'ELABORATION D'UN SYSTEME D'INFORMATION, DE COLLECTE, DE PARTAGE ET DE DIFFUSION DE L'INFORMATION ECONOMIQUE, EN PROCEDURE D'URGENCE

Pièce n°7 :  
Proposition technique,  
tableaux types



4A. Lettre de soumission de la Proposition Technique

4B. Références du Candidat

4C. Observations et suggestions du Candidat sur les termes de référence et sur les données, services et installations devant être fournis par l'Autorité Contractante

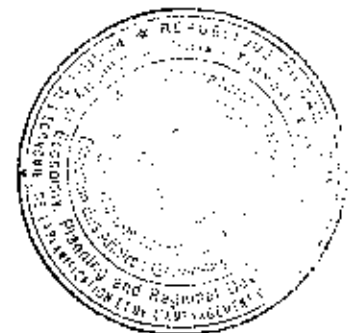
4D. Descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission

4E. Composition de l'équipe et responsabilités de ses membres

4F. Modèle de Curriculum Vitae (CV) pour le personnel spécialisé proposé

4G. Calendrier du personnel spécialisé

4H. Calendrier des activités (programme de travail)



#### 4A. Lettre de soumission de la proposition technique

[Lieu, date]

À : [Nom et adresse de l'Autorité Contractante]

Madame/Monsieur,

Nous, soussignés, [titre à préciser], avons l'honneur, conformément à votre DAO N°.....du.....relatif à..... de vous soumettre ci-joint, notre proposition technique pour la prestation objet dudit DAO.

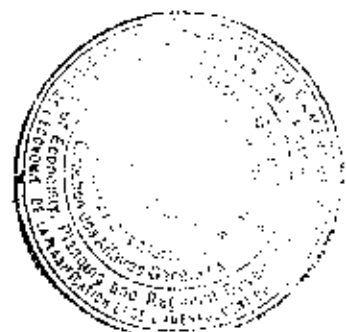
Au cas où cette proposition retiendrait votre attention, nous sommes entièrement disposés, sur la base du personnel proposé à entamer des négociations pour la meilleure conduite du projet.

Aussi, prenons-nous un ferme engagement pour le respect scrupuleux du contenu de ladite proposition technique, sous réserve des modifications éventuelles qui résulteraient des négociations du contrat.

Veillez agréer, Madame/Monsieur..... l'expression de notre parfaite considération. /-

Signature du représentant habilité : Nom et titre du signataire :

Nom du Candidat : Adresse :



#### 4B. Références du Candidat

Services rendus pendant les [indiquer le nombre de 1 à 5] dernières années qui illustrent le mieux vos qualifications

À l'aide du formulaire ci-dessous, indiquez les renseignements demandés pour chaque mission pertinente que votre société/organisme a obtenue par contrat, soit en tant que seule société, soit comme l'un des principaux partenaires d'un groupement.

Nom de la Mission :	Pays :
Lieu :	Personnel spécialisé fourni par votre société/organisme (profils) :
Nom du Client:	Nombre d'employés ayant participé à la Mission :
Adresse :	Nombre de mois de travail ; durée de la Mission :
Délai :	
Date de démarrage : Date d'achèvement : (mois/année) (mois/année)	Valeur approximative des services (en francs CFA HT) :
Nom des prestataires associés/partenaires éventuels :	Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les prestataires associés :
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :	
Descriptif du projet :	
Description des services effectivement rendus par votre personnel :	

Nom du candidat :

*Produire justificatifs*

**4C. Observations et suggestions du consultant sur les termes de référence et sur les données, services et installations devant être fournis par l'Autorité Contractante**

Sur les termes de référence :

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.

Sur les données, services et installations devant être fournis par l'Autorité Contractante :

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.



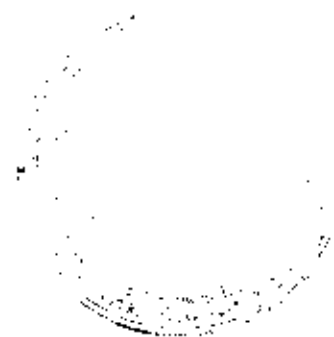
**4D. Descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission**



#### 4E. Composition de l'équipe et responsabilités de ses membres

##### 1. Personnel technique/de gestion

Nom	Poste	Attributions



#### 4F. Modèle de Curriculum Vitae (CV) du personnel spécialisé proposé

Poste : .....  
Nom du Candidat : .....  
Nom de l'employé : .....  
Profession : .....  
Diplômes : .....  
Date de naissance : .....  
Nombre d'années d'emploi par le Candidat : .....  
Nationalité : .....  
Affiliation à des associations/groupements professionnels : .....  
.....  
Attributions spécifiques : .....

#### Principales qualifications :

*[En une demi-page environ, donner un aperçu des aspects de la formation et de l'expérience de l'employé les plus utiles à ses attributions dans le cadre de la mission. Indiquer le niveau des responsabilités exercées par lui/elle lors de missions antérieures, en en précisant la date et le lieu.]*

#### Formation :

*[En un quart de page environ, résumer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé, en indiquant les noms et adresses des écoles ou universités fréquentées, avec les dates de fréquentation, ainsi que les diplômes obtenus.]*

#### Pièces Annexes :

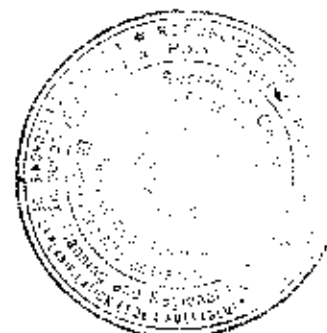
- Copie certifiée conforme du diplôme le plus élevé
- Attestation de disponibilité

#### Expérience professionnelle :

*[En deux pages environ, dresser la liste des emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études par ordre chronologique inverse, en commençant par son poste actuel. Pour chacun, indiquer les dates, nom de l'employeur, titre du poste occupé et lieu de travail. Pour les dix dernières années, préciser en outre le type d'activité exercée et, le cas échéant, le nom de clients susceptibles de fournir des références.]*

#### Connaissances informatiques :

*[Indiquer, le niveau de connaissance]*



**Langues :**

*[Indiquer, pour chacune, le niveau de connaissance : médiocre/moyen/ bon/excellent, en ce qui concerne la langue lue/écrite/ parlée.]*

**Attestation :**

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

..... Date : .....

*[Signature de l'employé et du représentant habilité du consultant]*  
Jour/mois/année

Nom de l'employé : .....

Nom du représentant habilité : .....

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix Travail Patrie  
\*\*\*\*\*  
MINISTERE DE L'ECONOMIE DE LA  
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE.  
\*\*\*\*\*

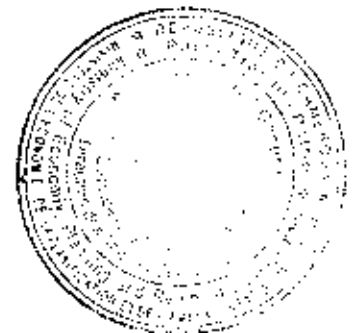


REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
\*\*\*\*\*  
MINISTRY OF ECONOMY PLANNING AND  
REGIONAL DEVELOPMENT  
\*\*\*\*\*

### APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°041/AONR/MINEPAT/CIPM/2019 DU 6 JUIN 2019 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE L'ELABORATION D'UN SYSTEME D'INFORMATION, DE COLLECTE, DE PARTAGE ET DE DIFFUSION DE L'INFORMATION ECONOMIQUE, EN PROCEDURE D'URGENCE

Pièce n°8 :  
Proposition financière  
tableaux type



## Récapitulatif des tableaux types

- 5. A. Lettre de soumission de la proposition financière *pour les marchés à paiement par prix forfaitaires*
- 5. I. Cadre du Bordereau des prix unitaires
- 5. J. Cadre du détail estimatif
- 2. Décomposition des prix unitaires ;

## 5.A. Lettre de soumission de la proposition financière

[Lieu, date]

À : [Nom et adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué]

Madame/Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous proposer nos services, à titre de prestataire, pour [titre des services] conformément à votre Avis d'Appel d'Offres n° [à indiquer] en date du [date] et à notre Proposition (nos Propositions technique et financière).

Vous trouverez ci-joint notre Proposition financière qui s'élève à [montant en lettres et en chiffres]. Ce montant net d'impôts, de droits et de taxes, que nous avons estimé par ailleurs à [montant(s) en lettres et en chiffres].

Notre Proposition financière a pour nous force obligatoire, sous réserve des modifications résultant de la négociation du Contrat, jusqu'à l'expiration du délai de validité de la Proposition, c'est-à-dire jusqu'au [date].

Nous savons que vous n'êtes tenue/tenu d'accepter aucune des propositions reçues. Veuillez agréer, Madame/Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité : Nom et titre du signataire :  
Nom du Candidat : Adresse :



### 5.I. Cadre du bordereau des prix unitaires

Cadre du Bordereau des Prix Unitaires					
N°	Désignation		Unité	P.U en chiffre	P.U en lettre
<b>I REMUNERATION DES EXPERTS</b>					
101	Expert principal, Chef de Mission		H/J		
02	Analyste programmeur Adjoint CM	n°1;	H/J		
03	Analyste programmeur n°2				
04	Expert en infrastructure				
<b>REMUNERATION DU PERSONNEL D'APPUI</b>					
2	Secrétaire		H/J		
3	Chauffeur		H/J		
<b>III. ACQUISITION DES DONNEES</b>					
4	Collecte et traitement des données ; recherche documentaire ; conception et déroulement/installation des applications		Ff		
5	Organisation d'un Atelier de validation		Ff		
6	Frais liés au transport et au convoyage		Ff		
<b>IV. CONFECTION DES DOCUMENTS ET ENTRETIEN DU MATERIEL</b>					
7	Reprographie, Montage et confection des documents		Ff		
8	Frais d'entretien, amortissement de la logistique et logement		Ff		



### 5.J. Cadre du détail estimatif

<b>Devis Quantitatif</b>				
<b>Désignation</b>	<b>Unité</b>	<b>Quantité</b>	<b>P.U.</b>	<b>PT</b>
<b>I .REMUNERATION DES EXPERTS</b>				
Expert principal, Chef de Mission	H./J	90		
Analyste programmeur n°1; Adjoint CM	H./J	90		
Analyste programmeur n°2	H./J	90		
Expert en infrastructure	H./J	90		
<b>REMUNERATION DU PERSONNEL D'APPUI</b>				
Secrétaire	H./J	90		
Chauffeur	H./J	90		
<b>III. ACQUISITION DES DONNEES</b>				
Collecte et traitement des données ; recherche documentaire ; conception et déroulement/installation des applications	Ff	1		
Organisation des réunions de concertation pour l'évaluation et la validation des résultats et rapports	Ff	1		
Frais liés au transport et au convoyage	Ff	1		
<b>IV . CONFECTION DES DOCUMENTS ET ENTRETIEN DU MATERIEL</b>				
Reprographie, Montage et confection des documents	Ff	1		
Frais d'entretien, amortissement de la logistique et logement	Ff	1		
<b>HT</b>				
<b>TVA (19,25%)</b>				
<b>AIR (2,2%)</b>				
<b>Net à MANDATER</b>				
<b>TTC</b>				

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix Travail Patrie  
\*\*\*\*\*  
MINISTERE DE L'ECONOMIE DE LA  
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE.  
\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
\*\*\*\*\*  
MINISTRY OF ECONOMY PLANNING AND  
REGIONAL DEVELOPMENT  
\*\*\*\*\*

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT  
N°...../AONR/MINEPAT/CMPM/2019 DU ..... POUR LA SELECTION  
D'UN CONSULTANT EN VUE DE L'EXTENSION DU SYSTEME INTEGRE DE  
GESTION DU COURRIER AU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE

FINANCEMENT : BIP/MINEPAT/EXERCICE 2019  
IMPUTATION : 53 22 301 320040 2022

Pièce n°9 :  
Modèle de Lettre-Commande



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix Travail Patrie  
\*\*\*\*\*

MINISTRE DE L'ECONOMIE DE LA  
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE.  
\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
\*\*\*\*\*

MINISTRY OF ECONOMY PLANNING AND  
REGIONAL DEVELOPMENT  
\*\*\*\*\*

LETTRE-COMMANDE N \_\_\_\_\_/LC/MINEPAT/CISPM/2018 DU \_\_\_\_\_ PASSEE  
APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT  
N°...../AONR/MINEPAT/CMPM/2019 DU ..... POUR LA SELECTION D'UN  
CONSULTANT EN VUE DE L'EXTENSION DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU  
COURRIER AU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE

FINANCEMENT : BIP/MINEPAT/EXERCICE 2019  
IMPUTATION : 53 22 301 320040 2022

Maître d'Ouvrage : *MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE*

TITULAIRE :

B.P: \_\_\_\_\_,  
Tel: \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_  
N° R.C : \_\_\_\_\_ ; N° Contribuable : \_\_\_\_\_ ; RIB : \_\_\_\_\_  
/AC

OBJET DE LA LETTRE-COMMANDE : EXTENSION DU SYSTEME INTEGRE DE  
GESTION DU COURRIER AU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE

MONTANT DU MARCHE :

TTC		
HTVA		
T.V.A.(		
AIR (		
Net à mandater		

DELAI D'EXECUTION LIVRAISON : trois (03) mois  
FINANCEMENT : BIP/MINEPAT/EXERCICE 2019  
IMPUTATION : 53 22 301 320040 2022

SOUSCRIT LE.....  
SIGNE LE.....  
NOTIFIE LE.....  
ENREGISTR LE.....





**Entre :**

*[Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, représenté par]*  
dénommée ci-après « L'Autorité Contractante »

**D'une part,**

**Et**

Le Co-contractant \_\_\_\_\_  
BP \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_  
N° RC \_\_\_\_\_ N° Contribuable \_\_\_\_\_

Représentée par Monsieur \_\_\_\_\_ son Directeur Général,  
dénommé ci-après le Prestataire »

**D'autre part,**

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**



# Sommaire

Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Titre II : Termes de Références (TDR)

Titre III : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

Titre IV : Détail ou Devis Estimatif (DE)



PAGE ..... ET DERNIERE DE LA LETTRE-COMMANDE N  
/LC/MINEPAT/CISPM/2019 DU ..... PASSE APRES APPEL D'OFFRES  
NATIONAL RESTREINT N°...../AONR/MINEPAT/CMPPM/2019 DU ..... POUR  
LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE L'EXTENSION DU SYSTEME  
INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE

TITULAIRE :  
MONTANT :  
DELAI : TROIS (03) MOIS

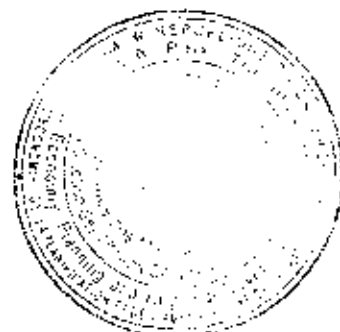
**Lu et accepté par le prestataire**

Yaoundé, le .....

**Signé par le Maître d'ouvrage,**

Yaoundé, le .....

**Enregistrement**



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix Travail Patrie

\*\*\*\*\*

MINISTRE DE L'ECONOMIE DE LA PLANIFICATION  
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.

\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

\*\*\*\*\*

MINISTRY OF ECONOMY PLANNING AND REGIONAL  
DEVELOPMENT

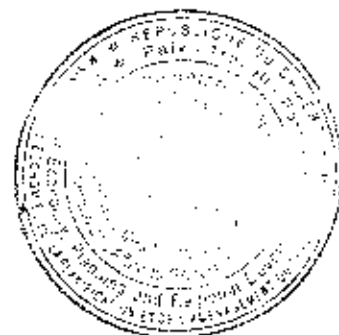
\*\*\*\*\*

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N N°041/AONR/MINEPAT/CIPM/2019 DU 6 JUIN  
2019 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE L'EXTENSION DU  
SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU MINEPAT, EN PROCEDURE  
D'URGENCE

FINANCEMENT : BIP/MINEPAT/EXERCICE 2019

IMPUTATION : 53 22 301 320040 2022

Pièce n°10 :  
Modèles des pièces à utiliser  
par le Soumissionnaire



## **Note relative aux modèles de pièces à utiliser**

Le soumissionnaire devra compléter et présenter dans son offre, le Modèle de soumission en conformité avec les dispositions contenues dans le Dossier d'Appel d'Offres.

Il doit fournir une caution de soumission, en utilisant le modèle présenté dans cette pièce. Le projet de marché doit inclure toutes les corrections ou les modifications apportées à l'offre retenue résultant des corrections des erreurs, conformément à l'Article 30.2 du RGAO, de l'actualisation du prix en application, le cas échéant, de l'Article 11.4 du RGAO du fait de la durée de l'évaluation des offres, du choix d'une offre alternative, de l'acceptation de variations jugées acceptables ou tout autre modification mutuellement acceptable et permise par le Dossier d'Appel d'Offres, tel qu'un changement dans le personnel clé, de sous-traitant, du programme d'exécution des prestations etc.

Les modèles de Cautionnement définitif et de caution d'avance de démarrage ne doivent pas être remplis au moment de la préparation des offres. Seul le Soumissionnaire retenu sera invité à fournir le Cautionnement définitif et la caution d'avance de démarrage, le cas échéant en conformité avec le modèle présenté dans cette pièce. Tout manquement par le prestataire à ses obligations au titre du présent marché, est constitutif d'une cause de saisie du cautionnement définitif, sous réserve que ledit manquement ait été établi par le Maître d'œuvre/Maître d'ouvrage. Dès l'appel dudit cautionnement, le garant est tenu de s'exécuter sans aucune forme de procédure.

# Table des modèles

Annexe n° 1 : Déclaration d'intention de soumissionner

Annexe n° 2 : Modèle de caution de soumission

Annexe n° 3 : Modèle de cautionnement définitif



**Annexe n° 1 : Déclaration d'intention de soumissionner**

Je soussigné, Nationalité : Domicile : Fonction :

En vertu de mes pouvoirs (préciser la qualité), après avoir pris connaissance du Dossier d'Appel d'Offres National RESTREINT N°...../AONR/MINEPAT/CMPM/2019 DU .....  
**POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE L'EXTENSION DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU COURRIER AU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE**

Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cet Appel d'Offres.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Signature, nom et cachet du Prestataire

## Annexe n° 2 : Modèle de caution de soumission

A (indiquer l'Autorité Contractante et son adresse), « l'Autorité Contractante »

Attendu que *[nom du soumissionnaire]*, ci-dessous désigné « le Soumissionnaire » a soumis son offre en date du *[date de dépôt de l'offre]* de *[nom et /ou description des prestations]* (ci-dessous désigné : « l'offre »)

Nous *[nom de la banque]* de *[nom du pays]*, ayant notre siège à *[adresse de la banque]* (ci-dessous désigné comme « la banque »), sommes tenus à l'égard de *[l'Autorité Contractante]* pour la somme de \_\_\_\_ francs CFA que la banque s'engage à régler intégralement à *[indiquer l'Autorité Contractante]*, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires. Signé et authentifié par ladite Banque le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ (année).

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

1. Si le Soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité stipulée dans le Dossier d'Appel d'Offres ;
2. Si le Soumissionnaire, s'étant vu notifier l'acceptation de son offre par *[indiquer l'Autorité Contractante]* pendant la période de validité :
  - a. Omet de ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ou,
  - b. omet ou refuse de fournir la garantie bancaire tenant lieu de cautionnement définitif, comme prévu dans les instructions aux soumissionnaires.

Nous nous engageons à payer à *[indiquer l'Autorité Contractante]* un montant allant jusqu'au maximum de la somme ci-dessus dès réception de sa demande écrite, sans que *[indiquer l'Autorité Contractante]* soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que, dans sa demande, *[indiquer l'Autorité Contractante]* notera que le montant qu'il déclare lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux sont remplies et qu'il spécifiera quelle ou quelle (s) conditions (s) a joué ou ont joué.

La présente garantie demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus au-delà de la fin du délai de validité des offres ; toute demande de *[indiquer l'Autorité Contractante]* tendant à la faire jouer devra parvenir à la Banque dans ce délai.



**Annexe n° 3 : Modèle de cautionnement définitif**

Banque :

Référence de la Caution : N° .....

Adressée à [indiquer le Maître d'ouvrage et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné « Maître d'ouvrage »

Attendu que ..... [Nom et adresse de l'entreprise], ci-dessous désigné « le Prestataire », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser [indiquer la nature des prestations]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le Prestataire remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à [indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 %] du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au Prestataire ce cautionnement,

Nous, ..... [nom et adresse de banque], représentée par ..... [noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Prestataire n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de ..... [en chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif prend effet à compter de sa signature et dès notification du marché au prestataire, la caution est libérée dans un délai de [indiquer le délai] à compter de la date de réception provisoire des prestations.

Après le délai susvisé, la caution devient sans objet et doit nous être automatiquement retournée de sans aucune autre forme de procédure.

Toute demande de paiement formulée par Maître d'ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais sont seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à ....., le .....  
[Signature de la banque]

**Annexe n° 4 : Modèle de caution d'avance de démarrage**

Banque : référence, adresse .....

Nous soussignés (banque, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de :  
..... [le titulaire], au profit du Maître d'Ouvrage-Adresse du Maître  
d'Ouvrage] (« le bénéficiaire »)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que ..... [le titulaire] ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du marché ..... du ..... Relatif aux prestations [indiquer l'objet des travaux et les références de l'Appel d'Offres], de la somme totale maximum correspondant à l'avance de [vingt (20) %] du montant Toutes Taxes Comprises du marché n° ....., payable dès la notification de l'ordre de service correspondant, soit : ..... Francs CFA

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur les comptes de ..... [le titulaire] ouverts auprès de la banque ..... sous le n° .....

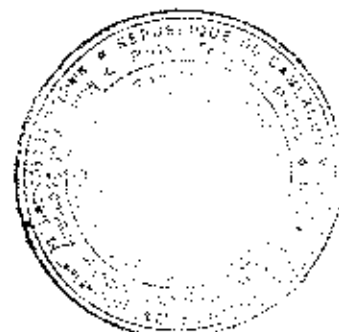
Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

*Signé et authentifié par la banque*

à ....., le .....

[Signature de la banque]



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix Travail Patrie

\*\*\*\*\*

MINISTERE DE L'ECONOMIE DE LA  
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE.

\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

\*\*\*\*\*

MINISTRY OF ECONOMY PLANNING AND  
REGIONAL DEVELOPMENT

\*\*\*\*\*

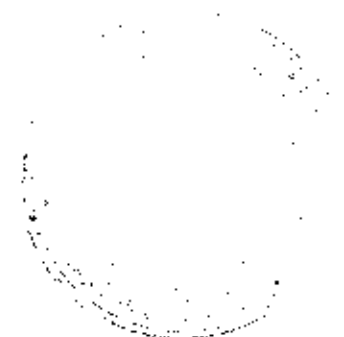
**APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT**  
**N°...../AONR/MINEPAT/CMPM/2019 DU ..... POUR LA SELECTION D'UN**  
**CONSULTANT EN VUE DE L'EXTENSION DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DU**  
**COURRIER AU MINEPAT, EN PROCEDURE D'URGENCE**

**FINANCEMENT : BIP/MINEPAT/EXERCICE 2019**

**IMPUTATION : 53 22 301 320040 2022**

**Pièce n°11 :**

Liste des établissements bancaires et  
organismes financiers autorisés à  
émettre des cautions dans le cadre  
des Marchés Publics



## **I- BANQUES**

1. Afriland First Bank (FIRST BANK);
2. Banque Atlantique Cameroun (BACM) ;
3. Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME) ;
4. Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFIBANK) ;
5. Banque International du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC) ;
6. Bank of Africa Cameroun (BOA Cameroun);
7. CITI Bank Cameroun (CITIGROUP)
8. Commercial Bank of Cameroon (CBC);
9. Ecobank Cameroun (ECOBANK) ;
10. National Financial Credit Bank (NFC-Bank);
11. Société Camerounaise de Banque – Cameroun (SCB-Cameroun) ;
12. Société Générale Cameroun (SGC) ;
13. Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC);
14. Union Bank of Cameroon (UBC);
15. United Bank for Africa (UBA)

## **II- Compagnies d'assurances**

16. Activa Assurance ;
17. Area Assurance S.A. ;
18. Atlantique Assurance S.A. ;
19. Beneficial General Insurance ;
20. Chanas Assurances
21. CPA S.A. ;
22. Nsia Assurances S.A. ;
23. Pro Assur S.A. ;
24. Saar S.A. ;
25. Saham Assurances S.A. ;
26. Zenithe Insurance S.A.

